

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT / GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF PURCHASE

1. ACCEPTATION

Le Fournisseur et l'Acheteur conviennent d'être liés par et de se conformer à l'ensemble des termes prévus dans les présentes Conditions Générales d'Achat (ci-après, les "Conditions Générales"). Au sens des présentes, "Acheteur" désigne l'entité Veolia dont les informations et détails sont spécifiés dans la Commande; "Fournisseur" désigne l'entité qui fournit l'Acheteur dans le cadre de la Commande; "Commande" désigne l'ordre d'achat émis par l'Acheteur au Fournisseur pour l'achat des biens ("Biens") et/ou services ("Services") décrits dans ladite Commande; le "Contrat" est formé par la Commande et les présentes Conditions Générales; "Affilié(s)" désigne toute entité qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec l'une des parties au Contrat. Le Contrat est réputé formé dès la survenance du premier des événements suivants : (i) l'acceptation expresse de la Commande par le Fournisseur, (ii) le début d'exécution des travaux, ou (iii) la fourniture effective des Biens et/ou Services. Toute modification ou ajout au Contrat proposé par le Fournisseur, notamment toute dérogation demandée ou toutes conditions générales figurant dans ses documents commerciaux, propositions, devis, accusés de réception, factures ou autres, est expressément exclu et ne peut prendre effet qu'en cas d'accord écrit de l'Acheteur.

2. MODIFICATIONS DE LA COMMANDE

2.1 Dispositions générales. Aucune modification, ajout ou renonciation aux termes du Contrat ou aux spécifications de l'Acheteur ne liera l'Acheteur à moins d'être approuvé par écrit par un représentant dûment habilité. L'Acheteur se réserve le droit, à tout moment, d'apporter des modifications au Contrat, incluant notamment, mais sans s'y limiter, l'un ou plusieurs des éléments suivants : (a) spécifications, schémas et données, (b) modalités d'expédition ou d'emballage, (c) lieu et délai de livraison, (d) quantités, (e) services et (f) suspension ou prorogation du délai d'exécution (ci-après « Modification »). Dès réception d'une notification de Modification, y compris pour une suspension du délai d'exécution du Contrat, le Fournisseur devra se conformer sans délai aux instructions de l'Acheteur. Si la Modification entraîne une augmentation ou une diminution du coût ou du délai nécessaire au Fournisseur pour exécuter le Contrat, un ajustement équitable sera effectué concernant le Prix et/ou le délai d'exécution des Prestations, sous réserve du strict respect par le Fournisseur de la procédure de Modification stipulée dans le présent Article, et de la réception par l'Acheteur de l'ensemble des pièces justificatives requises pour en évaluer et déterminer l'impact sur les coûts et/ou le délai. Si l'Acheteur et le Fournisseur ne parviennent pas à trouver un accord sur un ajustement équitable des coûts et/ou du délai dans les dix (10) jours suivant la date de la notification de Modification par l'Acheteur, ce dernier peut, sans rompre le Contrat, émettre une directive écrite exigeant que le Fournisseur fournisse des Services supplémentaires ou des Biens additionnels, supprime certaines parties des Biens ou Services, ou modifie les Biens ou Services selon les exigences de l'Acheteur (ci-après « Modification Imposée »). Cette Modification Imposée peut inclure des modifications de conception, de spécifications, de calendrier ou de méthodes d'exécution. En cas de Modification Imposée émise par l'Acheteur, le Fournisseur devra fournir à l'Acheteur tous les documents et registres requis par ce dernier, sous une forme jugée satisfaisante par l'Acheteur, y compris une comptabilité détaillée accompagnée des données justificatives appropriées pour tous les coûts ou économies attribuables à la Modification Imposée. Tout ajustement du Prix ne comprendra que les coûts raisonnables, documentés et directs qui résulteront nécessairement de la Modification ou de la Modification Imposée. Toute réclamation du Fournisseur pour un ajustement au titre du Contrat sera réputée abandonnée à moins d'être formulée par écrit dans les dix (10) jours calendaires suivant la réception par le Fournisseur de la notification de Modification ou de Modification Imposée. L'ajustement équitable du Prix ou du délai d'exécution du Contrat ne sera opposable à l'Acheteur que s'il est matérialisé par une notification de Modification émise et signée par l'Acheteur.

2.2 Suspension. Nonobstant ce qui précède, l'Acheteur peut, à tout moment, par notification écrite adressée au Fournisseur, suspendre ou proroger le délai d'exécution du Contrat par le Fournisseur pour la durée qu'il estime appropriée. Dès réception d'une notification de suspension, le Fournisseur devra promptement suspendre les Services conformément à la notification et se conformer aux instructions de l'Acheteur. Pour les suspensions dont la durée cumulée est inférieure à quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, le Fournisseur ne pourra prétendre à aucune modification de Prix, des délais d'exécution du Contrat ou de toute autre obligation contractuelle. Si la durée de la suspension excède quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, le Fournisseur pourra solliciter auprès de l'Acheteur le remboursement des frais additionnels, raisonnablement et nécessairement encourus à compter du 91ème jour calendaire de suspension, sous réserve que ces frais soient (i) effectivement encourus, (ii) atténués par le Fournisseur dans la mesure du possible, et (iii) notifiés à l'Acheteur avec tous les justificatifs nécessaires, dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification de levée de la suspension, émise par l'Acheteur. L'Acheteur peut lever la suspension à tout moment, en totalité ou en partie, par notification écrite précisant la date effective et l'étendue de ladite levée. Le Fournisseur devra reprendre l'exécution du Contrat à la date effective de reprise spécifiée ou dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification de levée de suspension.

3. PRIX - PAIEMENT

3.1 Prix. Sauf stipulation expresse contraire, tous les prix des Biens et Services dans le cadre du Contrat sont fermes et non soumis à révision, pour quelque raison que ce soit (le « Prix »). Tout Prix comprend l'ensemble des coûts et frais, incluant notamment les droits de douane, frais de dédouanement, droits d'importation, impôts ou toute autre taxe, de quelque nature que ce soit, liée au processus de fabrication, à la vente, à la fourniture et au transport des Biens selon le cas. Le Fournisseur s'engage à indemniser et à garantir l'Acheteur contre toute responsabilité relative à l'ensemble des taxes fédérales, étatiques, nationales ou locales ou étrangères ou autres charges gouvernementales, droits, prélèvements, frais de transport, frais de licence, frais d'emballage, frais d'assurance et tous autres frais. Sans préjudice de ce qui précède, l'Acheteur n'acceptera aucun coût supplémentaire au Prix.

3.2 Retenues fiscales. Si l'Acheteur est légalement tenu de procéder à des retenues fiscales incombant au Fournisseur, l'Acheteur pourra déduire ces taxes de tout paiement dû au Fournisseur et remettra à ce dernier un justificatif fiscal valide établi au nom du Fournisseur. Si le Fournisseur bénéficie d'une exonération ou d'un taux réduit de retenue à la source, celui-ci devra communiquer à l'Acheteur un certificat de résidence fiscale valide ou tout autre document justificatif requis au moins trente (30) jours avant l'échéance du paiement.

3.3 Conditions de paiement. Sauf disposition contraire, l'Acheteur s'acquittera, par virement bancaire, du Prix stipulé dans la Commande, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception de chaque facture non contestée émise par le Fournisseur, sous réserve : (a) de la livraison intégrale des Biens et/ou de l'exécution complète de tous les Services et obligations du Fournisseur en parfaite conformité avec les présentes Conditions et la Commande ; (b) de la remise en bonne et due forme à l'Acheteur de l'ensemble des Garanties Financières, le cas échéant, et (c) de la réception par l'Acheteur d'une facture conforme aux exigences applicables.

3.4 Garantie de Prix. Le Fournisseur garantit que le Prix stipulé au Contrat ne sont pas moins favorables que ceux accordés par le Fournisseur à tout autre client pour des biens ou services substantiellement similaires en quantités comparables. Dans l'hypothèse où le Fournisseur consentirait une baisse de prix à ses autres clients pour des biens ou services similaires pendant la durée du Contrat, le Fournisseur s'engage à réduire proportionnellement le Prix des Biens et/ou Services. Si, pendant la durée du Contrat, l'Acheteur ou l'une de ses Affiliées peut se procurer des biens et/ou services similaires de qualité comparable auprès d'un autre fournisseur à un prix total, incluant les frais de livraison vers les locaux de l'Acheteur ou de l'Affiliée concernée, inférieur au Prix total des Biens et/ou Services acquis auprès du Fournisseur dans le cadre du Contrat, l'Acheteur pourra notifier le Fournisseur et ce dernier disposera d'un délai de dix (10) jours calendaires à compter de cette notification, sauf disposition contraire dans la Commande, pour réduire le Prix total des Biens et/ou Services concernés afin qu'il soit égal ou inférieur au prix total proposé par l'autre fournisseur. Si le Fournisseur ne procède pas à, ou n'est pas légalement en mesure de, réduire le Prix dans le délai de dix (10) jours susmentionné, l'Acheteur pourra (i) acquérir les biens et/ou services concernés auprès de cet autre fournisseur (auquel cas les obligations respectives de l'Acheteur et du Fournisseur en vertu des présentes, y compris, sans limitation, les engagements d'achat et de vente, le cas échéant, seront réduites en conséquence) ; ou (ii) résilier le Contrat sans pénalité, responsabilité ou obligation supplémentaire.

3.5 Pièces de rechange. Les pièces de rechange pour les Biens sont, aux fins du présent Article, désignées comme « Pièces ». Sauf instruction écrite contraire de l'Acheteur, le Fournisseur s'engage à fournir des Pièces pendant une période de dix (10) ans à compter de la date de livraison ou jusqu'à ce que l'Acheteur accepte une pièce alternative présentant les mêmes caractéristiques de forme, qualité, adaptation et fonction que la Pièce d'origine. Les prix de toutes les Pièces acquises au cours des deux (2) premières années de ladite période de dix (10) ans n'excéderont pas les prix en vigueur au moment de la cessation de production des Biens, et aucun frais de mise en place ne sera facturé par le Fournisseur ou payé par l'Acheteur durant cette période de deux (2) ans. Par la suite, les prix des Pièces seront négociés sur la base du coût réel de production desdites Pièces supporté par le Fournisseur, majoré des éventuels frais d'emballage spécifiques. Aucune commande minimale ne sera exigée, sauf accord préalable des parties. À l'expiration de la période de dix (10) ans, le Fournisseur maintiendra en bon état de fonctionnement tous les outillages lui appartenant nécessaires à la production des Pièces, et ne pourra en disposer sans offrir préalablement à l'Acheteur un droit de préemption pour l'acquisition desdits outillages. Si le Fournisseur envisage de cesser la production des Pièces à quelque moment que ce soit pendant ou après le Contrat, il devra en informer l'Acheteur six mois à l'avance et proposer une solution technique alternative appropriée.

3.6 Compensation. L'Acheteur sera en droit, à tout moment, de compenser toute somme due par le Fournisseur à l'Acheteur avec tout montant exigible par l'Acheteur au titre du Contrat.

4. GARANTIE FINANCIÈRE

La fourniture initiale et le maintien continu de toute garantie bancaire, cautionnement, lettre de crédit, ou autre sûreté financière similaire exigée par l'Acheteur en vertu du Contrat ("Garantie Financière") constituent une condition préalable à l'ouverture de tout droit à paiement au profit du Fournisseur (y compris les acomptes) au titre de l'exécution des Biens et/ou Services objets d'une Commande spécifique. Toute Garantie Financière devra émaner d'établissements bancaires ou compagnies d'assurance de premier rang agréés par l'Acheteur et jouissant d'une notation de crédit minimale de "A-" (Standard & Poor's) ou "A3" (Moody's) (ci-après, l'"Établissement

Émetteur"). La Garantie Financière remise par le Fournisseur à l'Acheteur devra être à première demande, irrévocable et inconditionnelle, sous forme de garantie autonome, stipulée au bénéfice de l'Acheteur, afin de garantir l'exécution conforme des Biens et/ou Services par le Fournisseur ainsi que le paiement de toutes sommes dues par le Fournisseur à l'Acheteur, dans les délais et conformément aux stipulations du Contrat. Tous les frais afférents à l'émission et au maintien de la Garantie Financière seront à la charge exclusive du Fournisseur. En l'absence de remise de la Garantie Financière dans les délais impartis ou conformément aux exigences stipulées dans la Commande, l'Acheteur pourra, à sa discrétion, suspendre tout règlement au Fournisseur, opérer une retenue sur les sommes exigibles ou à devenir exigibles à hauteur du montant de ladite Garantie Financière, ou prononcer la résiliation de la Commande concernée. En cas de résiliation d'une Commande par l'Acheteur ou de rejet des Biens et/ou Services, la Garantie Financière devra rester en vigueur jusqu'au complet paiement par le Fournisseur de toutes sommes dues à l'Acheteur, ce dernier étant fondé à demander au Fournisseur de faire proroger par l'Établissement Émetteur la durée de validité de la Garantie Financière en conséquence. Toute Garantie Financière fournie par le Fournisseur prendra effet dès son émission et restera valable jusqu'à la plus tardive des échéances suivantes : livraison des Biens, achèvement des Services, ou expiration de la période de garantie applicable aux Biens et Services, sauf disposition contraire de la Commande. Si, à un moment quelconque, la date d'expiration de la Garantie Financière ne satisfait plus aux conditions définies dans la Commande, le Fournisseur sera tenu de requérir auprès de l'Établissement Émetteur la prolongation de la validité de ladite Garantie Financière en conformité avec lesdites exigences. À défaut, l'Acheteur sera fondé à mobiliser la Garantie Financière pour son montant intégral et à conserver les sommes ainsi perçues à titre de sûreté garantissant la bonne exécution par le Fournisseur de ses obligations contractuelles. L'Acheteur sera fondé à déduire toute somme qu'il détient à l'égard du Fournisseur et pour laquelle il aurait été en droit d'appeler la Garantie Financière concernée. Dans l'éventualité où la Garantie Financière s'avérerait insuffisante pour couvrir l'intégralité du préjudice subi par l'Acheteur, ce dernier se réserve, en outre, la faculté de compenser les sommes restant dues avec toutes sommes exigibles au profit du Fournisseur en réparation dudit préjudice.

5. FACTURES

Toutes les factures et documents d'expédition ou de consignation doivent mentionner le numéro de Commande. L'Acheteur se réserve le droit de refuser toute facture du Fournisseur ne comportant pas le numéro de Commande ou présentant une quelconque inexactitude. Tout retard occasionné par ce refus, qu'il s'agisse d'un retard de paiement ou d'un non-paiement par l'Acheteur, sera imputable au Fournisseur. Dans l'hypothèse d'un tel non-paiement d'une facture par l'Acheteur, le Fournisseur sera réputé avoir renoncé à tous frais, charges, coûts ou dépenses y figurant. L'Acheteur est fondé à suspendre tout ou partie du paiement jusqu'à ce que les Biens et/ou Services soient mis en conformité avec les stipulations de la Commande concernée. Le paiement d'une facture par l'Acheteur ne saurait valoir acceptation des Biens et/ou Services.

6. INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION

6.1. Emballage. L'emballage, la conservation et le marquage doivent être conformes aux spécifications et exigences spécifiées dans la Commande ou, à défaut de stipulation expresse, aux meilleures pratiques commerciales établies qui devront être conformes à la législation en vigueur. Toutes les marchandises doivent être emballées dans un emballage approprié afin de garantir leur protection et leur intégrité jusqu'à destination. Les colis doivent impérativement porter le numéro de Commande, et les conteneurs en vrac doivent également mentionner les poids brut, net et/ou la quantité. Aucun frais d'emballage ne sera facturé à l'Acheteur, sauf si lesdits frais sont expressément spécifiés, détaillés et préalablement acceptés par l'Acheteur. Toutes les marchandises doivent être convenablement emballées et classifiées de manière à ce que soient appliqués les tarifs de transport les plus avantageux, tout en assurant une protection intégrale contre les pertes ou dommages durant le transport et en respectant les exigences du transporteur.

6.2 Documents d'expédition. Pour chaque expédition distincte de Biens, le Fournisseur s'engage à fournir la facture originale ainsi que tous les documents d'expédition nécessaires ou usuels, dûment complétés et certifiés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, selon les modalités suivantes : (a) l'original ou, lorsque celui-ci est requis par l'expéditeur, les autorités douanières ou toute autre autorité compétente, une copie envoyée par fax ou courrier postal à l'Acheteur le jour même de l'expédition ; (b) les autres exemplaires, en nombre suffisant, distribués conformément aux usages commerciaux établis ; (c) un exemplaire de la facture doit être inséré à l'intérieur de chaque colis ou conteneur, et un exemplaire doit apparaître à l'extérieur de chaque colis ou conteneur. L'ensemble des factures et documents d'expédition ou de consignation doit impérativement mentionner le numéro de Commande. Pour les besoins des présentes, le terme "expédier" inclut le transport aérien, et les termes "expéditer" et "expédition" s'entendent en conséquence. Le Fournisseur est tenu d'informer par email l'Acheteur le jour même de l'expédition, en communiquant le bordereau d'envoi ou autre avis d'expédition, et en précisant le numéro de Commande ainsi que le numéro de véhicule en cas d'envoi par chargement complet. En cas d'expédition vers une destination autre que les locaux de l'Acheteur, le bordereau d'envoi original ou la lettre de transport aérien devra être transmis par voie postale. Les bordereaux d'emballage, mentionnant le numéro de commande, le numéro de pièce, la

quantité, les émissions de CO2 et le poids, doivent être joints à toutes les expéditions.

6.3 Droit d'accès de l'Acheteur. Dans l'hypothèse où les Biens sont expédiés par l'Acheteur, le personnel de ce dernier bénéficiera d'un droit d'accès aux locaux du Fournisseur, ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants, aux fins d'organisation et de contrôle des opérations d'expédition. Sur demande de l'Acheteur, le Fournisseur s'engage à communiquer les calendriers prévisionnels et les rapports d'avancement nécessaires à l'Acheteur pour la bonne exécution des opérations d'expédition.

7. TRANSFERT DES RISQUES ET DE PROPRIÉTÉ

7.1 Transfert des risques. Sauf stipulation contraire mentionnée dans la Commande, le transfert des risques afférents aux Biens s'opère du Fournisseur à l'Acheteur lors de la livraison desdits Biens conformément à l'Incoterm spécifié dans la Commande. Toutefois, lorsque des Services doivent être exécutés sur ces Biens dans le cadre de la même Commande, le transfert des risques ne s'effectue qu'à l'achèvement complet desdits Services. Si aucun Incoterm n'est spécifié dans la Commande, l'Incoterm applicable par défaut sera DDP (Delivery Duty Paid, Incoterms 2020). En cas de non-respect de l'Incoterm spécifié par le Fournisseur, ce dernier devra prendre à sa charge l'intégralité des frais de transport, coûts et dépenses en résultant. Nonobstant toute disposition contraire, y compris tout Contrat relatif à la prise en charge des frais de fret, d'expédition express ou autres frais de transport ou d'assurance, le risque de perte ou de détérioration des Biens durant le transport avant leur livraison effective incombe au Fournisseur. Dans l'hypothèse où les Biens livrés ne seraient pas strictement conformes au Contrat, le Fournisseur en demeure responsable et continue d'en supporter tous les risques afférents, sauf si l'Acheteur, en pleine connaissance de cause, décide expressément d'accepter et de conserver lesdits Biens.

7.2 Transfert de propriété. La pleine propriété des Biens est transférée à l'Acheteur dès leur livraison ou dès leur paiement intégral, selon l'événement qui survient en premier.

8. RETARDS - NON-EXÉCUTION

8.1 Dispositions générales. Le respect des délais constitue une obligation essentielle de la Commande. La livraison des Biens et l'exécution des Services doivent être effectuées à la date spécifiée dans la Commande, conformément au calendrier ou à la date de livraison indiqués par l'Acheteur. La signature par l'Acheteur, ou l'un de ses représentants, de tout document accusant réception de la livraison des Biens ou de l'exécution des Services ne constitue ni ne saurait être interprétée, de quelque manière que ce soit, comme une acceptation des Biens ou des Services, ni comme une reconnaissance ou une attestation que lesdits Biens ou Services, ou les circonstances de leur livraison, sont conformes au Contrat, et ne décharge nullement le Fournisseur de ses responsabilités ou obligations au titre du Contrat.

8.2 Biens non conformes. Si la quantité livrée, le moment, le lieu ou toute autre circonstance de la livraison des Biens ne sont pas strictement conformes au Contrat, pour quelque raison que ce soit, autre qu'un cas de force majeure ou sans le consentement écrit préalable de l'Acheteur, ce dernier peut, à sa seule discrétion, lors de la livraison ou dans un délai raisonnable après avoir pleinement constaté la non-conformité : (a) accepter et conserver tout ou partie desdits Biens ; (b) rejeter tout ou partie des Biens (y compris les Biens conformes), auquel cas l'Acheteur peut exiger du Fournisseur qu'il (i) livre des Biens en substitution des Biens rejetés, le Fournisseur devant s'assurer que les Biens substitués sont strictement conformes au Contrat et sont livrés par le moyen de transport le plus rapide, y compris par fret aérien, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur, ou (ii) rembourse tout montant qui a été payé au titre des Biens rejetés ; (c) résilier le Contrat, et/ou (d) réclamer des dommages-intérêts pour tous coûts supplémentaires ou pertes résultant de la non-conformité du Fournisseur.

8.3 Services non conformes. Si les Services ne sont pas conformes au Contrat, pour quelque raison que ce soit, autre qu'un cas de force majeure ou le consentement écrit préalable de l'Acheteur, ce dernier peut, à sa seule discrétion : (a) accepter tout ou partie des Services ; (b) rejeter tout ou partie des Services, auquel cas (i) le Fournisseur doit immédiatement exécuter à nouveau les Services sans frais supplémentaires ou (ii) le Fournisseur doit rembourser tout paiement pour les Services rejetés ; (c) engager un tiers pour réaliser les Services aux risques et frais du Fournisseur si celui-ci ne parvient pas à les réaliser de manière satisfaisante ; (d) résilier le Contrat, et/ou (e) réclamer des dommages-intérêts pour tous coûts supplémentaires ou pertes résultant de la non-conformité du Fournisseur.

8.4 Pénalité. Nonobstant toute action préalable mise en œuvre par l'Acheteur en vertu du présent Article, le Fournisseur s'engage à indemniser et à garantir l'Acheteur contre toute perte, dommage et réclamation que l'Acheteur pourrait subir. En outre, l'Acheteur est fondé à percevoir, à titre de dommages-intérêts, le montant des pénalités prévues dans la Commande. Les parties conviennent que ces pénalités, qui peuvent être imposées au Fournisseur pour chaque jour/semaine de retard dans la livraison ou pour chaque jour/semaine de non-respect des critères de performance, tels que définis dans la Commande, (i) constituent une pré-estimation raisonnable et juste des dommages que l'Acheteur pourrait subir en cas de retard ou de non-exécution, et (ii) ne sont pas libératoires, l'Acheteur conservant le droit d'exercer tout autre recours, de réclamer toute indemnisation complémentaire et de mettre en œuvre toute option découlant de la violation du Contrat. Tout montant dû à l'Acheteur au titre des dommages résultant du retard ou de la non-exécution du Contrat peut être déduit des paiements dus au Fournisseur ou de la Garantie Financière, le cas échéant.

8.5 Modification du calendrier. Dans l'hypothèse où le Fournisseur souhaiterait procéder à la livraison des Biens avant la date de livraison convenue, ou exécuter les Services de manière anticipée par rapport au calendrier prévu dans la Commande, le Fournisseur devra en informer l'Acheteur par notification écrite dans un délai suffisant pour que ce dernier

puisse accepter par écrit, à sa seule discrétion, ladite livraison ou exécution anticipée, et prendre toutes les dispositions nécessaires à la réception anticipée des Biens et/ou à l'exécution des Services. En cas de refus par l'Acheteur de la livraison ou exécution anticipée, le Fournisseur devra prendre en charge les coûts de stockage des Biens (y compris leur protection et leur préservation) ou le coût de la mobilisation/démobilisation du personnel, jusqu'à la date initialement prévue pour la livraison des Bien ou l'exécution des Services. L'Acheteur peut demander au Fournisseur de reporter la livraison des Biens et/ou l'exécution des Services. Dans ce cas, l'Acheteur et le Fournisseur doivent convenir, de bonne foi, d'une nouvelle date et, le cas échéant, d'un éventuel dédommagement au Fournisseur pour tout frais directs, additionnels et justifiés que ce dernier aurait supporté du fait du report.

9. GARANTIE

Le Fournisseur garantit expressément que tous les Biens et Services fournis en vertu du Contrat sont (i) conformes au Contrat et à toutes les spécifications, dessins, échantillons, modèles ou autres descriptions fournis ou adoptés par l'Acheteur, (ii) exempts de tout défaut de matériau et de fabrication ainsi que de tout défaut de conception, (iii) libres de droits et dégagés de toutes réclamations, privilèges et titres, et de toute violation des droits de propriété intellectuelle de tiers, (iv) neufs et commercialisables, (v) aptes à l'usage particulier et à l'utilisation prévue et (vi) réalisés selon les plus hauts standards professionnels et les règles de l'art applicables au secteur d'activité concerné. À la demande de l'Acheteur, et conformément à ses instructions, le Fournisseur s'engage, à ses frais et sous sa responsabilité, à inspecter, réparer, remplacer, retirer ou ré-exécuter sur place, tout ou partie des Biens et/ou Services défectueux ou non conformes, couverts par les garanties expressément ou implicitement contenues dans la Commande, dont la durée sera de : (a) vingt-quatre (24) mois à compter de la date à laquelle l'installation a passé avec succès tous les tests de performance requis par l'utilisateur final pour l'exploitation commerciale, ou (b) quarante-huit (48) mois à compter de la date de livraison des Biens ou de l'exécution des Services, selon la période qui expire en dernier. Ces garanties s'étendent à tous les Services défectueux, ainsi qu'à toute réparation ou tout remplacement de Biens, lesquels bénéficieront d'une période de garantie supplémentaire de vingt-quatre (24) mois à compter de la remise en service opérationnelle des Biens après ladite réparation ou ledit remplacement. Pour toute réparation, remplacement ou réexécution de Services sous garantie, le Fournisseur devra, à ses frais et sous sa responsabilité, effectuer tous les tests demandés par l'Acheteur aux fins de vérifier que la réparation, le remplacement ou la réexécution est strictement conforme aux spécifications et obligations du Fournisseur en vertu du Contrat. Si, après en avoir été notifié par l'Acheteur, le Fournisseur ne parvient pas à remédier au défaut dans le délai déterminé par l'Acheteur, qui ne saurait excéder une période de dix (10) jours calendaires à compter de sa notification, l'Acheteur peut, à sa discrétion, procéder à la mise en conformité de ces Biens et/ou Services défectueux (par réparation, remplacement ou réexécution) aux risques et frais du Fournisseur. Le Fournisseur ou l'une quelconque de ses filiales s'interdit formellement, directement ou indirectement, de vendre ou de fournir des biens ou services aux clients de l'Acheteur en rapport avec les Biens et Services couverts par le Contrat, sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de l'Acheteur.

10. PRODUITS SUR MESURE

10.1 Approbation de l'Acheteur. L'examen et la revue par l'Acheteur des dessins et plans soumis par le Fournisseur ne sont qu'une évaluation générale de conformité avec les spécifications et ne saurait en aucun cas, ni constituer une validation par l'Acheteur de ces derniers, y compris des dimensions, quantités ou détails, ni décharger le Fournisseur de sa responsabilité et de son obligation de se conformer à toutes les spécifications contenues dans la Commande et autres documents contractuels. L'Acheteur se réserve le droit d'approuver tous les produits finis.

10.2 Modifications de la Commande. Lorsque l'Acheteur commande la fabrication de Biens selon des modalités différentes de celles prévues dans les spécifications détaillées (y compris les poids, dimensions, capacités, performances, prix et autres données pertinentes) fournies dans les catalogues, prospectus, circulaires, publicités, illustrations, listes de prix ou autre documentation disponible pour le Fournisseur, ce dernier doit fournir à l'Acheteur des spécifications complètes et détaillées pour examen avant fabrication. L'Acheteur peut raisonnablement demander des modifications et/ou rejeter ces spécifications. Le Fournisseur demeure entièrement responsable de la fabrication et de la conformité avec les spécifications finales examinées par l'Acheteur. L'Acheteur peut à tout moment, par écrit, apporter des modifications de toute nature à la Commande des Biens, sauf en ce qui concerne les Biens qui sont en cours de fabrication. Si la modification augmente substantiellement le coût de fabrication, les parties procéderont comme suit : a) Le Fournisseur doit, avant l'expiration d'un délai de sept (7) jours après la notification de l'Acheteur ou avant le début de la fabrication, selon l'événement qui survient en premier, solliciter par écrit un ajustement raisonnable et équitable du Prix desdits Biens. b) Si l'Acheteur n'accepte pas par écrit l'augmentation proposée dans les sept (7) jours à compter de ladite notification, le Fournisseur dispose de la faculté, dans un délai subséquent de trois (3) jours et par voie de notification écrite, de procéder à la résiliation de la Commande dans la mesure où celle-ci concerne les Biens auxquels la modification se rapporte, auquel cas le Prix afférent à la partie résiliée de la Commande ne sera pas exigible. c) Si le Fournisseur ne résilie pas la Commande, il doit procéder à la fabrication desdits Biens conformément à la Commande telle que modifiée, et au Prix initialement convenu. d) En tout état de cause, aucune des parties n'a droit à une indemnisation, des dommages-intérêts ou une compensation de quelque nature que ce soit pour tout dommage résultant de la modification, du refus par l'Acheteur d'accepter une augmentation du Prix ou de toute résiliation en résultant.

10.3 Calendrier. Le Fournisseur doit également soumettre à l'Acheteur un calendrier écrit pour la fabrication et la livraison des Biens, et s'engage formellement à s'y conformer. Le Fournisseur devra, dans les sept (7) jours suivant la fin de chaque mois calendaire, soumettre à l'Acheteur un rapport d'avancement détaillant l'état de progression de la fabrication et de la livraison des Biens par rapport audit calendrier.

11. INSPECTION/ QUALITÉ

11.1 Inspection. L'Acheteur dispose du droit d'inspecter et de tester les Biens à tout moment durant leur fabrication, avant leur expédition et/ou dans un délai raisonnable après leur arrivée à destination finale. L'inspection, l'absence d'inspection ou le paiement des Biens n'affecte en aucune manière le droit de l'Acheteur de rejeter ou de révoquer son acceptation de Biens non conformes, ou de se prévaloir de tout recours auquel l'Acheteur peut prétendre, nonobstant la connaissance par l'Acheteur de la non-conformité, de son importance ou de sa connaissance. Le Fournisseur prendra en charge le coût de l'inspection et des tests des Biens rejetés comme non conformes à la Commande ainsi que tous les frais de transport et de manutention y afférents.

11.2 Qualité. Sur demande de l'Acheteur, le Fournisseur doit promptement soumettre des données de production et de process en temps réel ("Données de qualité") sous la forme et selon les modalités requises par l'Acheteur. Le Fournisseur s'engage à fournir et maintenir un système d'inspection, de test et de contrôle de process ("Système Qualité du Fournisseur") couvrant les Biens et/ou Services fournis en vertu du Contrat, qui soit acceptable pour l'Acheteur et son client et qui respecte la politique qualité de l'Acheteur, les exigences qualité stipulées dans le Contrat et/ou autres exigences de qualité qui seraient autrement convenues par écrit entre les parties ("Exigences de qualité"). L'acceptation du Système Qualité du Fournisseur par l'Acheteur ne modifie en rien les obligations et/ou la responsabilité du Fournisseur en vertu du Contrat, y compris les obligations du Fournisseur envers ses sous-traitants et sous-fournisseurs. Si le Système Qualité du Fournisseur ne respecte pas les conditions du Contrat, l'Acheteur peut exiger des mesures supplémentaires d'assurance qualité aux frais du Fournisseur, nécessaires pour satisfaire aux Exigences de qualité. Le Fournisseur doit conserver des dossiers complets relatifs au Système Qualité du Fournisseur, y compris toutes les données d'essai et d'inspection, et doit mettre ces dossiers à la disposition de l'Acheteur pendant la plus longue des périodes suivantes : a) trois (3) ans après l'achèvement d'une Commande ; b) la période indiquée dans la Commande ou les spécifications applicables à une Commande ; ou c) la période requise par la loi applicable. Si le Fournisseur n'est pas le fabricant des Biens, le Fournisseur doit certifier la traçabilité des Biens jusqu'au fabricant d'équipement d'origine sur le certificat de conformité. Si le Fournisseur ne peut pas certifier la traçabilité des Biens, le Fournisseur s'interdit d'expédier ces Biens à l'Acheteur sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de ce dernier. Tout examen ou approbation des dessins par l'Acheteur est effectué pour la commodité du Fournisseur et ne décharge nullement ce dernier de sa responsabilité de respecter toutes les exigences d'une Commande.

11.3 Rappel de produit. Si un rappel est requis par la loi applicable, ou si l'Acheteur ou le Fournisseur estime qu'un rappel est souhaitable en raison d'un risque potentiel pour la sécurité pouvant être créé par les Biens, les parties doivent, dès que possible, se communiquer ces faits. À la demande de l'Acheteur, le Fournisseur doit rapidement élaborer un plan d'action correctif, incluant toutes les actions requises pour rappeler et/ou réparer les Biens et toute action exigée par la loi applicable ("Plan d'action correctif") pour examen et approbation par l'Acheteur. À la discrétion de l'Acheteur, ce dernier peut lui-même élaborer le Plan d'action correctif. Le Fournisseur et l'Acheteur conviennent de coopérer et de travailler ensemble de bonne foi afin de s'assurer que le Plan d'action correctif est acceptable pour les deux parties. En aucun cas, l'échec de l'Acheteur et du Fournisseur à s'entendre sur le Plan d'action correctif ne doit retarder la notification en temps opportun d'un risque potentiel pour la sécurité aux utilisateurs des Biens ou conduire l'une ou l'autre des parties à ne pas se conformer à la loi applicable. Le Fournisseur et l'Acheteur doivent coopérer et s'assister mutuellement dans toutes les actions correctives et/ou déclarations administratives nécessaires. Dans l'hypothèse où un rappel aurait pour origine un défaut, une non-conformité ou un manquement relevant de la responsabilité du Fournisseur, ce dernier s'engage à indemniser et à tenir indemne l'Acheteur de l'ensemble des coûts et dépenses raisonnablement engagés en relation avec le rappel, la réparation, le remplacement ou le remboursement, y compris tous les coûts liés à : i) l'investigation et/ou l'inspection des Biens affectés ; ii) la notification aux clients de l'Acheteur ; iii) la réparation, le rachat, le remplacement, l'emballage et l'expédition des Biens rappelés ; et iv) la communication auprès des médias. Chaque partie s'engage à consulter l'autre préalablement à toute déclaration publique ou communication auprès d'une autorité gouvernementale concernant ledit rappel ou des risques potentiels pour la sécurité, sauf lorsque ladite consultation serait susceptible de retarder une notification requise par la loi dans un délai déterminé.

12. PROPRIÉTÉ DE L'ACHETEUR

La mise à disposition au profit du Fournisseur de biens et matériaux appartenant à l'Acheteur ("Propriété de l'Acheteur"), en vertu du Contrat, a pour unique finalité de permettre l'exécution d'un travail ou la réalisation de services sur ou avec ladite Propriété de l'Acheteur et ne saurait, en aucun cas, emporter transfert de propriété, de titre ou de tout autre droit dans la Propriété de l'Acheteur. Le Fournisseur accepte la Propriété de l'Acheteur en l'état, sans aucune garantie implicite ou expresse et être utilisée par le Fournisseur à ses risques et périls. Le Fournisseur s'engage à : (i) maintenir la Propriété de l'Acheteur libre de toute charge et servitudes, et l'assurer à ses frais pour un montant au moins égal à son coût de remplacement ; (ii) identifier et isoler la Propriété de l'Acheteur de ses propres biens ; (iii) n'utiliser la

Propriété de l'Acheteur qu'aux seules fins de l'exécution du Contrat ; (iv) l'utiliser en stricte conformité avec le manuel d'utilisation et/ou les instructions de l'Acheteur, selon le cas ; (v) restituer ladite propriété dans un état identique à celui dans lequel elle a été reçue par le Fournisseur, sous réserve d'une usure normale. Le Fournisseur convient que la Propriété de l'Acheteur ne sera soumise à aucun privilège ou droit de rétention de la part d'un tiers, et s'engage à indemniser et à garantir l'Acheteur contre tout dommage, coût et dépense, y compris les honoraires raisonnables d'avocat, encourus par l'Acheteur, résultant (a) de tout transfert effectué par le Fournisseur de, ou (b) de toute réclamation émanant de tiers portant sur, tout droit relatif à la Propriété de l'Acheteur confiée au Fournisseur en vertu du Contrat. Dans l'hypothèse où le Fournisseur, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit et l'autorisation expresse de l'Acheteur, concevait ou fabriquait pour la vente à toute personne ou entité autre que l'Acheteur, un bien substantiellement similaire ou susceptible de se substituer à un Bien de l'Acheteur, ce dernier sera fondé à exiger du Fournisseur qu'il établisse, par des preuves claires et documentées, que ni le Fournisseur ni aucun membre de son Personnel n'a utilisé, en tout ou partie, directement ou indirectement, la Propriété de l'Acheteur dans le cadre de la conception ou de la fabrication desdits biens.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

13.1 Dispositions générales. L'Acheteur concède par les présentes au Fournisseur une licence non exclusive, non cessible, non sous-licenciable, libre de droits, révocable avec ou sans motif à tout moment, pour utiliser toute information, dessins, spécifications, logiciels informatiques, savoir-faire et autres données fournies ou payées par l'Acheteur en vertu du Contrat, dans le seul but de fournir les Biens et Services que le Fournisseur s'engage à livrer à l'Acheteur en vertu du Contrat. Les parties conviennent que chacune d'elles conserve la propriété exclusive de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle qu'elle détenait antérieurement au commencement de toute prestation en vertu du Contrat. Toutefois, l'Acheteur sera le seul propriétaire de tous les droits sur les idées, inventions, œuvres d'auteur, stratégies, plans et données créés ou résultant de l'exécution par le Fournisseur de ses obligations en vertu du Contrat, y compris tous les droits de brevet, droits d'auteur, droits moraux, droits sur les informations propriétaires, droits sur les bases de données, droits de marque et autres droits de propriété intellectuelle (collectivement, "Droits de PI de l'Acheteur"). Toute propriété intellectuelle susceptible d'être protégée par le droit d'auteur sera considérée comme "œuvre(s) faite(s) sur commande" pour l'Acheteur (tel que défini dans la loi sur le droit d'auteur des États-Unis (U.S. Copyright Act, 17 U.S.C. § 101)) ou le Fournisseur confèrera à l'Acheteur le statut de "premier propriétaire" en relation avec l'œuvre ou les œuvres en vertu du droit d'auteur local où l'œuvre ou les œuvres ont été créées. Si, en vertu de la loi applicable, une telle propriété intellectuelle n'est pas détenue dans sa totalité par l'Acheteur automatiquement dès sa création, le Fournisseur cède et transfère par les présentes à l'Acheteur l'intégralité du titre et du droit, pour le monde entier, sur ladite propriété intellectuelle. Le Fournisseur s'engage en outre à établir et à signer tous les documents qui pourraient être nécessaires pour transférer ou céder la propriété de cette propriété intellectuelle à l'Acheteur.

13.2 Informations propres de l'Acheteur. Les données, dessins, spécifications ou autres informations techniques ou commerciales fournies, directement ou indirectement, par écrit ou par tout autre moyen, au Fournisseur par l'Acheteur en vertu du Contrat ne sauraient être interprétées comme conférant un quelconque droit, exprès ou implicite, en vertu de tout brevet ou autre droit de propriété intellectuelle appartenant à l'Acheteur.

13.3 Logiciel intégré. Dans la mesure où un Bien contient un logiciel nécessaire à son fonctionnement et intégré et livré comme partie indissociable dudit Bien ("Logiciel intégré") dont l'Acheteur n'est pas propriétaire, aucun titre de propriété sur ledit Logiciel intégré ne sera transféré à l'Acheteur, toutefois le Fournisseur s'engage à concéder à l'Acheteur, à ses clients et à tous les autres utilisateurs un droit non exclusif, mondial, irrévocable, perpétuel, libre de droits d'utiliser, charger, installer, exécuter, démontrer, commercialiser, tester, revendre, sous-licencier et distribuer ledit Logiciel intégré en tant que partie intégrante de ces Biens ou pour leur entretien. Dans l'éventualité où un tel Logiciel intégré, ou toute partie de celui-ci, serait la propriété d'un tiers, le Fournisseur s'oblige, préalablement à toute livraison, à obtenir ladite licence auprès du propriétaire tiers concerné.

13.4 Contrefaçon de brevet. Dans la mesure où les Biens ne sont pas fabriqués conformément à un design détaillé fourni par l'Acheteur, le Fournisseur s'engage à indemniser et à garantir l'Acheteur, ses successeurs, cessionnaires, clients et utilisateurs des Biens décrits aux présentes contre toute perte, dommage ou préjudice résultant d'une réclamation ou d'une action en contrefaçon de tout brevet accordé par l'autorité compétente locale en relation avec les Biens et tout dispositif ou équipement fourni par le Fournisseur en vertu du Contrat. Le Fournisseur s'engage à prendre en charge la défense de toutes ces actions et à payer tous les coûts et dépenses y afférents. En outre, le Fournisseur devra, à ses frais, soit obtenir au bénéfice de l'Acheteur une licence irrévocable et sans redevance permettant de poursuivre l'utilisation desdits Biens, soit, sous réserve de l'accord écrit préalable de l'Acheteur, procéder au remplacement des Biens par des biens substantiellement équivalents, non contrefaisants, ou les modifier de sorte qu'ils ne soient plus contrefaisants, étant entendu qu'aucun remplacement ou modification ne saurait modifier ou exonérer le Fournisseur des garanties stipulées au Contrat.

14. CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations et données échangées entre les parties (ci-après dénommées « Informations Confidentielles ») seront considérées et traitées comme strictement confidentielles. La partie recevant les Informations Confidentielles (ci-après dénommée « Partie Destinataire ») s'engage à : (i) préserver la stricte confidentialité des Informations Confidentielles, (ii) utiliser

lesdites Informations Confidentielles exclusivement dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat, (iii) s'abstenir de divulguer à tout tiers, ou de transférer directement ou indirectement, toute Information Confidentielle, sauf accord écrit préalable de la partie divulguant les Informations Confidentielles (ci-après dénommée « Partie Divulgateur »), et (iv) restreindre l'accès aux Informations Confidentielles à ses employés, mandataires ou autres représentants (ci-après dénommés « Personnel ») ou Affiliés dont les fonctions nécessitent la connaissance des Informations Confidentielles dans le cadre du Contrat, et qui ont été préalablement informés, avant toute divulgation, des obligations de confidentialité stipulées dans le présent Article. La Partie Destinataire demeure seule responsable de toute violation des restrictions susmentionnées par son Personnel ou ses Affiliés. La Partie Destinataire s'oblige à notifier sans délai et par écrit à la Partie Divulgateur toute utilisation abusive, divulgation ou détournement, avéré ou suspecté, des Informations Confidentielles de la Partie Divulgateur, dès que la Partie Destinataire a connaissance d'une telle utilisation abusive, divulgation ou détournement. Dans ce cas, la Partie Destinataire devra mettre en œuvre tous les moyens raisonnables afin de coopérer avec la Partie Divulgateur pour lui permettre de recouvrer ses Informations Confidentielles. Nonobstant toute stipulation contraire du Contrat, la Partie Destinataire est autorisée à divulguer des Informations Confidentielles : (i) si elle y est légalement contrainte, sous réserve que la Partie Destinataire notifie sans délai à la Partie Divulgateur, à moins qu'une telle notification soit interdite par la loi, de toute procédure judiciaire, administrative ou autre procédure nécessitant une telle divulgation, et que la Partie Destinataire ait coopéré aux démarches entreprises par la Partie Divulgateur, aux frais de cette dernière, pour participer à ladite procédure dans le but de prévenir ou de limiter la divulgation, et (ii) si cela s'avère nécessaire à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat, y compris la divulgation d'Informations Confidentielles à l'utilisateur final des Biens, après accord écrit préalable de la Partie Divulgateur, lorsque cela est requis dans le cadre de la propriété, de l'exploitation ou de la maintenance des Biens par l'utilisateur final. À la résiliation ou à l'échéance du Contrat, la Partie Destinataire s'engage à restituer à la Partie Divulgateur, ou à détruire tous documents écrits ou autres supports contenant, faisant référence à, ou résumant les Informations Confidentielles. Le Fournisseur s'interdit formellement de publier ou diffuser toute information, confidentielle ou non, relative au Contrat sur les réseaux sociaux, le web, les magazines, et tout type de support, et d'utiliser le nom et/ou les logos associés à Veolia, aux clients de Veolia, ou aux partenaires de Veolia, sans autorisation écrite préalable et non équivoque de l'Acheteur. Le Fournisseur n'est pas autorisé à utiliser, disposer, divulguer, publier et reproduire les Informations Confidentielles pendant la durée du Contrat et pour une période de dix (10) ans suivant son expiration ou sa résiliation.

15. ASSURANCES

15.1. Couverture d'assurance. Sauf stipulation contraire dans la Commande, le Fournisseur s'engage à fournir et maintenir à ses frais, pour la durée du Contrat et pour une période de six (6) ans à compter de la date de livraison des Biens ou de l'exécution des Services, ou jusqu'à l'accomplissement de ses obligations, selon l'échéance la plus tardive, auprès d'assureurs ayant une notation minimum A.M. Best de A- VII ou S&P A ou équivalent et agréés dans la juridiction où les Biens sont livrés et/ou les Services exécutés, une assurance incluant : (a) une assurance responsabilité civile générale, pour un montant minimum de 5 000 000 € par sinistre, couvrant : (i) les dommages matériels ; (ii) les dommages corporels ; et (iii) la responsabilité des produits/opérations terminées, y compris la couverture de la responsabilité contractuelle assurant les responsabilités au titre du Contrat ; (b) une assurance relative aux Biens jusqu'à la fin de la garantie de ces Biens et (c) toute autre assurance qui pourrait être nécessaire et qui, dans la forme et dans le montant, sont adéquats selon l'Acheteur pour l'exécution du Contrat. Le Fournisseur s'engage à indemniser et garantir l'Acheteur contre toute responsabilité en cas de réclamations, pertes, dommages ou frais de quelque nature que ce soit, causés par ou en relation avec les Biens fournis, les Services exécutés, l'exécution du Contrat ou tout manquement à ses obligations en vertu du Contrat par le Fournisseur dépassant les limites de couverture d'assurance fournies par le Fournisseur.

15.2. Certificats d'assurance. Le Fournisseur est tenu de soumettre à l'Acheteur, sur simple demande, des certificats d'assurance détaillés ou tout autre document démontrant que les polices d'assurance requises sont en place. Le(s) certificat(s) d'assurance doit(vent) mentionner que les extensions de couverture requises sont incluses dans les polices requises. Sur demande de l'Acheteur, des copies des avenants prouvant le statut d'assuré additionnel requis, la renonciation à la subrogation et/ou le statut de bénéficiaire de l'indemnité doivent être jointes au(x) certificat(s) d'assurance. L'acceptation de tels certificat(s), qui ne sont pas conformes aux couvertures stipulées, n'implique en aucun cas que l'Acheteur a renoncé à ses exigences en matière d'assurance ou à toute autre obligation énoncée aux présentes. Si le Fournisseur ne fournit pas la couverture d'assurance requise conformément au Contrat, ou ne fournit pas de preuve satisfaisante de cette couverture, l'Acheteur se réserve le droit, à sa seule discrétion, de souscrire la couverture d'assurance pertinente au nom du Fournisseur et le Prix sera ajusté en conséquence.

15.3. Franchises. L'application et le paiement de franchise sur toute police d'assurance détenue par le Fournisseur relèvent de la seule responsabilité du Fournisseur.

16. FORCE MAJEURE

Pour les besoins du Contrat, "Événement de Force Majeure" désigne tout événement ou circonstance (i) ni prévisible ni préexistant à la date d'émission de la Commande, (ii) hors du contrôle raisonnable de la partie affectée, et se produisant sans faute de cette partie et (iii) qui n'aurait pas pu être évité, prévenu, prévu ou surmonté par l'exercice d'une diligence raisonnable ou par

la mise en place de solutions alternatives commercialement raisonnables. Sont notamment considérés comme des Événements de Force Majeure, sans que cette énumération soit limitative : a) les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les typhons, les tremblements de terre, les inondations ou les incendies ; b) les actes de terrorisme, la guerre, les hostilités, les invasions, les insurrections, les émeutes, le terrorisme, le vandalisme, le sabotage, les épidémies ou les pandémies ; c) les contraintes émanant de toute autorité publique ou instance gouvernementale ; d) les grèves ou autres conflits sociaux résultant ou faisant partie d'une grève générale du travail ou d'un mouvement social ; ou e) les embargos, les actes de toute personne ou entité engagée dans une activité subversive. Aucune des parties ne pourra être tenue responsable de tout retard dans l'exécution, ou de l'inexécution de ses obligations contractuelles si ledit retard ou ladite inexécution résulte exclusivement et directement d'un Événement de Force Majeure, sous réserve que la partie affectée en ait notifié l'autre partie par écrit dans un délai de 10 jours suivant la survenance de l'Événement de Force Majeure, en précisant : i) les obligations dont l'exécution est ou sera retardée ou empêchée, et ii) tout élément actuel et autres justificatifs attestant de la survenance et des effets de l'Événement de Force Majeure sur la partie affectée. Les parties conviennent de se réunir dans les meilleurs délais après réception de ladite notification afin de discuter de bonne foi des mesures à adopter pour atténuer les effets de l'Événement de Force Majeure. Dans l'hypothèse où la période de suspension excéderait trente (30) jours, la partie non affectée se réserve le droit de résilier le Contrat à tout moment, avec effet immédiat, sans pénalité, responsabilité ou autre obligation.

17. CESSION ET SOUS-TRAITANCE

Le Fournisseur s'interdit formellement de céder, déléguer, sous-traiter ou transférer (y compris par changement de propriété ou de contrôle, par effet de loi ou autrement) le Contrat ou l'un quelconque de ses droits ou obligations en découlant, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'Acheteur. Dans l'hypothèse où l'Acheteur consentirait à une telle cession, le Fournisseur s'engage à garantir que le cessionnaire ou le sous-traitant soit juridiquement lié par les obligations du Contrat, étant expressément stipulé que le Fournisseur demeurera intégralement responsable et redevable de l'exécution de l'ensemble de ses obligations au titre du Contrat. Sous réserve des dispositions qui précèdent, le Contrat liera et bénéficiera aux parties, à leurs successeurs respectifs et aux cessionnaires dûment autorisés.

18. CONTRATS GOUVERNEMENTAUX

Non applicable.

19. NON-SOLLICITATION/NON-COLLUSION

19.1 Non-sollicitation. Pendant la durée des Services ou de toute prestation liée aux Biens en exécution de la Commande, ainsi que pendant une période de douze (12) mois suivant l'achèvement desdits Services ou prestations, le Fournisseur et ses Affiliés s'interdisent, sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur, de solliciter ou d'inciter, directement ou indirectement, tout salarié de l'Acheteur impliqué dans l'exécution des Services ou des prestations en relation avec la Commande, à mettre fin à son contrat de travail avec l'Acheteur. Nonobstant ce qui précède, le Fournisseur conserve la faculté : (a) de diffuser publiquement des offres d'emploi à quelque titre que ce soit ; ou (b) de recevoir en entretien ou de proposer un emploi à tout salarié de l'Acheteur, qui aurait préalablement postulé à une offre d'emploi publiquement diffusée par le Fournisseur, et de recruter ledit salarié après que celui-ci ait été libéré de toute obligation susceptible de subsister au titre du Contrat ou de sa relation de travail avec l'Acheteur.

19.2 Non-collusion. Le Fournisseur déclare et garantit qu'il n'a pas conclu et s'engage à ne pas conclure, directement ou indirectement, d'accord, à ne pas participer à une entente ou à ne pas prendre toute autre mesure visant à restreindre la libre concurrence dans le cadre des soumissions, y compris, sans que cette énumération soit limitative, toute offre ou promesse d'opportunité commerciale future par ou pour tout soumissionnaire associé au Contrat.

20. REGISTRES ET DROITS D'AUDIT

20.1 Registres. Le Fournisseur s'engage à tenir, conformément aux principes comptables généralement admis, aux normes de qualité et aux pratiques en vigueur dans le secteur concerné, des livres et registres exacts et complets, des constatations, des mesures et autres documents (tant en format papier qu'électronique), ainsi qu'un système d'inspection et de contrôle des processus couvrant l'ensemble des Services et prestations fournis en vertu des présentes, afin de permettre au Fournisseur de démontrer sa pleine conformité avec le Contrat (ci-après désignés les "Matériaux d'Audit"). Le Fournisseur reconnaît expressément que les Matériaux d'Audit englobent les documents relatifs tant aux pratiques comptables et de facturation du Fournisseur qu'à l'exécution du Contrat, y compris sa conformité aux politiques de l'Acheteur et aux dispositions législatives et réglementaires applicables. Le Fournisseur s'engage à conserver les Matériaux d'Audit pendant la durée la plus longue entre : (i) la durée du Contrat augmentée d'une période de trois (3) ans suivant la résiliation dudit Contrat ; (ii) la résolution définitive de tout litige dans lequel les Matériaux d'Audit seraient pertinents ; et (iii) tout autre délai exigé par une autorité gouvernementale, judiciaire ou réglementaire compétente (ci-après désignée la "Période de Conservation").

20.2 Audit. Sur demande écrite de l'Acheteur formulée pendant la Période de Conservation, le Fournisseur s'engage à permettre à l'Acheteur (directement et/ou par l'intermédiaire de tiers mandatés) d'auditer et d'inspecter les installations et les Matériaux d'Audit du Fournisseur, ainsi que de reproduire tous documents en possession du Fournisseur relatifs à l'exécution des obligations du Fournisseur en vertu du Contrat ou à toutes autres exigences légales applicables. Chaque partie supportera ses propres coûts et dépenses liés à ses actions en vertu du présent Article. Toutefois, dans l'hypothèse où un audit révélerait un trop-perçu, une surfacturation ou un écart quantitatif de trois pour cent (3%) ou plus, le Fournisseur s'engage à rembourser à l'Acheteur ledit trop-perçu et l'intégralité des frais d'audit engagés, sous forme d'avoir sur

la prochaine facture adressée à l'Acheteur ou, en l'absence de paiement ultérieur dû au Fournisseur, de versement direct à l'Acheteur. Il est expressément convenu que l'accès, les inspections et les audits devront être effectués de manière à ne pas perturber indûment les activités du Fournisseur.

21. CYBERSÉCURITÉ POUR LES BIENS COMPORTANT DU CODE BINAIRE EXÉCUTABLE

Le Fournisseur s'engage à ce que tous les Biens comportant du code binaire exécutable soient conformes à l'Annexe relative à la Cybersécurité des Produits disponible à l'adresse suivante : <https://www.watertechnologies.com/Supplier-documents>

21.1 Dispositifs de Désactivation.

En outre, le Fournisseur doit fournir et maintenir les Prestations, les Livrables et les Biens exempts de tout dispositif de désactivation. Aux fins du présent Contrat, les « Livrables » désignent tous biens corporels et incorporels, services, matériaux, produits du travail, résultats ou productions devant être fournis, développés, produits ou livrés par le Fournisseur à l'Acheteur au titre du présent Contrat, et « Dispositif de Désactivation » désigne tout logiciel, matériel, dispositif, technologie ou autre moyen dont l'objet ou l'effet est de : (A) permettre un accès non autorisé à, ou de détruire, perturber, désactiver, altérer ou autrement endommager ou entraver de quelque manière que ce soit, tout (i) ordinateur, logiciel, micrologiciel, matériel, système ou réseau, ou (ii) toute application ou fonction de ce qui précède ou l'intégrité, l'utilisation ou le fonctionnement de toute donnée traitée par ceux-ci ; ou (B) empêcher l'Acheteur ou tout utilisateur autorisé d'accéder aux Prestations ou de les utiliser conformément au présent Contrat, y compris tout virus, minuteur, horloge, compteur, verrou temporel, bombe à retardement, cheval de Troie, ver, infecteur de fichiers, infecteur de secteur d'amorçage ou tout autre dispositif, instruction ou routine limitatif qui pourrait, s'il était déclenché, effacer des données ou des programmes ou rendre les ressources inutilisables ou autrement incapables d'être utilisées de manière substantiellement identique à celle pour laquelle ces ressources étaient destinées à être utilisées. En plus des autres droits et recours de l'Acheteur au titre du présent Contrat ou autrement en droit ou en équité, le Fournisseur fournira à l'Acheteur, gratuitement, toute nouvelle version, mise à niveau, mise à jour, édition, version de maintenance et correction d'erreur ou de bogue applicable aux Livrables (collectivement, le « Code Révisé ») qui prévient une violation de l'une des garanties fournies au titre du présent Contrat ou corrige une telle violation. Le Code Révisé contenu dans les Livrables sera également réputé constituer un Livrable.

21.2 Matériaux et Licences Sous-jacentes.

« Matériaux » inclut, sans s'y limiter : les systèmes ; logiciels, codes, outils et outillages, mécanismes ; œuvres de masque ; compositions de matière, procédés, idées, inventions, savoir-faire, secrets commerciaux, développements, découvertes et améliorations, données, matière textuelle, formulaires, listes, photographies, illustrations, contenus audio et/ou vidéo, compilations de données et autres contenus, conceptions, spécifications, schémas, flux de travail et de processus, plans, modèles, prototypes, méthodologies, interfaces, « apparence », emballages, recherches, analyses, rapports, procédures, techniques et identifiants tels que noms de domaine, noms commerciaux et/ou de produits, marques, logos, URL, noms d'utilisateurs et de comptes, présences sur les réseaux sociaux et similaires. « Matériaux Open Source » ou « MOS » désigne tout Matériau distribué en tant que « logiciel open source » ou « logiciel libre » ou autrement distribué publiquement ou mis à disposition générale sous forme de code source. « Matériaux de Tiers » ou « MT » désigne les Matériaux dont les droits sont détenus en tout ou partie par un ou plusieurs individus ou entités tiers (et non par l'une ou l'autre des parties ou leurs désignés). « Licence Sous-jacente » désigne l'ensemble des conditions juridiquement applicables à l'utilisation, la divulgation, la modification, l'incorporation, la distribution (ou tout autre exercice de Droits de Propriété Intellectuelle) des MOS ou MT.

21.3 Divulgation, Approbation et Conformité des MOS et MT.

Avec l'approbation écrite préalable de l'Acheteur, le Fournisseur peut fournir tout Livrable à l'Acheteur qui utilise ou incorpore des MOS ou MT (ou dépend de quelque manière que ce soit de MOS ou MT) à condition que : (a) le Fournisseur coopère avec les évaluations de sécurité et de droits de propriété de l'Acheteur concernant les MOS et MT ; (b) le Fournisseur détient valablement et respecte toutes les Licences Sous-jacentes nécessaires pour utiliser ou incorporer les MOS ou MT tels que spécifiés dans la Commande ; et (c) le Fournisseur accepte, à la demande de

l'Acheteur, de permettre à l'Acheteur (ou à un inspecteur tiers agréé aux frais du Fournisseur) d'examiner tout Livrable pour y déceler des MOS ou MT, et fournit à l'Acheteur toute assistance nécessaire y afférente. Si un MT incorporé dans un Livrable n'est pas commercialement disponible en tant que produit distinct, le Fournisseur s'engage à obtenir pour l'Acheteur une Licence Sous-jacente conférant un droit non exclusif, libre de redevances, perpétuel, irrévocable, mondial, entièrement libéré, sous-licenciable (par tous niveaux) permettant à l'Acheteur et à ses désignés autorisés d'utiliser le MT tel qu'incorporé, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur. Le Fournisseur sera responsable, à ses seuls frais, de la remédiation de tout problème technique ou juridique rencontré par l'Acheteur en lien avec l'utilisation ou l'incorporation de MOS ou MT (y compris, sans s'y limiter, le retrait de tout MOS ou MT incorporé sans l'approbation de l'Acheteur ; la réexécution des Prestations ou Livrables ; le remboursement à l'Acheteur des pertes, coûts et autres dommages directs liés aux MOS ou MT ; et/ou l'exécution des obligations qui pourraient être imposées à l'Acheteur par les Licences Sous-jacentes applicables aux MOS ou MT, ou la résolution des conflits entre celles-ci).

21.4 Conformité au Règlement sur la Cyber Résilience (Cyber Resilience Act).

Pour tous les Biens incorporant des éléments numériques au sens du Règlement (UE) 2024/2847 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 relatif aux exigences horizontales en matière de cybersécurité pour les produits comportant des éléments numériques (« CRA »), le Fournisseur garantit et s'engage à ce que :

- (a) Sécurité dès la conception. Tous les Biens sont conçus, développés et produits conformément aux exigences essentielles de cybersécurité énoncées à l'Annexe I du CRA et sont mis sur le marché sans vulnérabilités exploitables connues, conformément à l'article 13(1) du CRA ;
- (b) Mises à jour de sécurité. Le Fournisseur met à disposition des mises à jour de sécurité gratuitement pendant une période minimale de cinq (5) ans à compter de la date de livraison des Biens, ou pendant la durée de vie attendue du produit si celle-ci est plus courte, conformément à l'article 13(8) du CRA. Les mises à jour de sécurité sont mises à disposition de manière à permettre à l'Acheteur de les déployer efficacement et rapidement. Le Fournisseur informe l'Acheteur à l'avance de toute décision de mettre fin au support de sécurité avant l'expiration de la période susmentionnée ;
- (c) Divulgation et notification des vulnérabilités. Sans préjudice de ses obligations au titre de l'article 21bis.3 du présent Contrat, le Fournisseur doit, dès qu'il a connaissance de toute vulnérabilité activement exploitée affectant tout Bien fourni au titre du présent Contrat, en informer l'équipe nationale d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (« CSIRT ») compétente et l'ENISA sans retard injustifié et en tout état de cause dans les vingt-quatre (24) heures suivant cette prise de connaissance, conformément à l'article 14 du CRA. Le Fournisseur informe simultanément l'Acheteur de cette vulnérabilité, en fournissant des détails sur la vulnérabilité, son impact potentiel sur les systèmes de l'Acheteur, et les mesures correctives mises en œuvre ou envisagées ;
- (d) Documentation technique et conformité. Le Fournisseur tient à jour la documentation technique et une Déclaration de Conformité UE valide pour tous les Biens soumis au CRA, conformément aux articles 28 à 32 du CRA, et met cette documentation à la disposition de l'Acheteur sur demande ;
- (e) Divulgation coordonnée des vulnérabilités. Le Fournisseur met en œuvre et maintient une politique documentée de divulgation coordonnée des vulnérabilités conformément à l'article 13(6) du CRA, et met les informations relatives à cette politique à la disposition de l'Acheteur sur demande.

21bis. CYBERSÉCURITÉ — CONFORMITÉ NIS2 ET SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

21bis.1 Reconnaissance du Contexte Réglementaire.

Le Fournisseur reconnaît que l'Acheteur peut être qualifié d'entité essentielle ou d'entité importante au sens de la Directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union (« Directive NIS2 »), en particulier en tant qu'opérateur d'infrastructure critique dans le secteur de l'eau. Le Fournisseur reconnaît en outre que l'Acheteur est tenu, en application de l'article 21(2)(d) de la Directive NIS2, de traiter la sécurité dans les relations au sein de la

chaîne d'approvisionnement, y compris en imposant des exigences appropriées en matière de cybersécurité à ses fournisseurs de produits et services.

21bis.2 Obligations du Fournisseur en Matière de Cybersécurité.

Le Fournisseur met en œuvre et maintient des mesures techniques et organisationnelles de cybersécurité appropriées et proportionnées, proportionnelles aux risques posés par les Biens et/ou Prestations fournis au titre du présent Contrat, comprenant au minimum :

- (a) des politiques et procédures d'analyse des risques et de sécurité des systèmes d'information ;
- (b) des mesures garantissant la capacité de gérer les incidents, y compris des mesures de continuité d'activité et de reprise après sinistre appropriées à la nature des Biens et/ou Prestations ;
- (c) des mesures de sécurité de la chaîne d'approvisionnement, y compris des exigences de sécurité applicables aux propres sous-traitants et sous-traitants ultérieurs du Fournisseur ;
- (d) des mesures relatives à la sécurité des réseaux et des systèmes d'information tout au long de leur cycle de vie, y compris des politiques relatives à l'utilisation de la cryptographie et du chiffrement le cas échéant ;
- (e) des politiques en matière de contrôle d'accès et de gestion des actifs, y compris la gestion des vulnérabilités des matériels et logiciels.

Le Fournisseur fournit, sur demande raisonnable de l'Acheteur, des preuves documentaires des mesures de cybersécurité mises en œuvre, y compris par le biais d'un questionnaire d'auto-évaluation ou la participation à un audit réalisé par ou pour le compte de l'Acheteur.

21bis.3 Notification des Incidents de Cybersécurité.

Le Fournisseur notifie à l'Acheteur tout incident de cybersécurité significatif affectant ses réseaux, systèmes d'information, produits ou services qui pourrait avoir un impact sur la sécurité ou la continuité des Biens et/ou Prestations fournis à l'Acheteur au titre du présent Contrat. Cette notification est effectuée sans retard injustifié et en tout état de cause dans les vingt-quatre (24) heures suivant la prise de connaissance par le Fournisseur de cet incident. La notification comprend :

- (a) une description de la nature et de l'étendue de l'incident, y compris les systèmes, services et données potentiellement affectés ;
- (b) une évaluation initiale de l'impact sur l'Acheteur et sur les Biens et/ou Prestations ;
- (c) les mesures correctives et d'atténuation prises ou envisagées.

Le Fournisseur fournit à l'Acheteur des mises à jour en temps utile à mesure que des informations supplémentaires deviennent disponibles et coopère pleinement avec l'Acheteur dans la gestion et la remédiation de cet incident. Le Fournisseur assiste en outre l'Acheteur dans le respect de toute obligation de signalement que l'Acheteur pourrait avoir en vertu de la législation applicable, y compris au titre de la Directive NIS2.

21bis.4 Évaluations de Cybersécurité.

Le Fournisseur participe, sur demande écrite raisonnable de l'Acheteur, à des évaluations de cybersécurité ou fournit un rapport d'audit de sécurité réalisé par un tiers (tel qu'une certification ISO 27001, un rapport SOC 2 Type II ou équivalent) démontrant l'adéquation de ses mesures de cybersécurité. Ces évaluations sont menées de manière à minimiser les perturbations des opérations commerciales normales du Fournisseur.

21bis.5 Sous-chaîne d'Approvisionnement.

Le Fournisseur impose des exigences en matière de cybersécurité équivalentes à celles énoncées dans le présent Article à ses propres sous-traitants et sous-traitants impliqués dans la fourniture de Biens et/ou Prestations à l'Acheteur et demeure pleinement responsable de leur conformité à ces exigences.

21bis.6 Intégration avec l'Annexe relative à la Cybersécurité des Produits.

L'Annexe relative à la Cybersécurité des Produits référencée à l'article 21 du présent Contrat est incorporée par référence aux présentes et constitue une partie intégrante du présent Contrat. Le Fournisseur confirme avoir lu et s'engage à se conformer à la version de l'Annexe relative à la Cybersécurité des Produits en vigueur à la date de la Commande. Toute modification de l'Annexe relative à la Cybersécurité des Produits nécessite le consentement écrit préalable de l'Acheteur pour être opposable à l'Acheteur. En cas de conflit entre l'Annexe relative à la Cybersécurité des Produits et le présent article 21bis, le présent article 21bis prévaut.

22. DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Acheteur met en œuvre une politique de développement durable visant à promouvoir les droits de l'homme, à favoriser le bien-être social et à préserver l'environnement. Dans ce cadre, le Fournisseur s'engage à respecter scrupuleusement les réglementations applicables et les normes établies par l'Acheteur en matière de développement durable, telles qu'énoncées dans la déclaration d'engagement en faveur de la diversité et celle en faveur de la prévention des accidents et de la santé et sécurité. Le respect des stipulations du présent Article constitue l'une des obligations essentielles de toute Commande.

22.1 Respect des normes éthiques et des réglementations du travail. Le Fournisseur s'engage à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, ainsi que les conventions de l'Organisation internationale du travail. Le Fournisseur s'engage en outre à se conformer à l'ensemble des réglementations du travail applicables, notamment celles relatives au travail non déclaré, au travail des enfants, au travail forcé et aux droits syndicaux (notamment les conventions collectives). Le Fournisseur s'engage à respecter la politique de prévention, de santé et de sécurité en vigueur chez l'Acheteur, particulièrement en ce qui concerne les réglementations de sécurité applicables sur le lieu de travail, à fournir des Biens et Services dans des conditions qui ne compromettent pas la santé et la sécurité de ses propres salariés ainsi que celles des salariés de l'Acheteur, et à s'efforcer d'améliorer continuellement la santé et les conditions de travail de ses salariés. Le Fournisseur s'engage à respecter les principes du plan d'action pour la diversité mis en œuvre au sein de Veolia, fondé sur le principe selon lequel la promotion du pluralisme et la recherche de la diversité dans le recrutement et la gestion des carrières constituent un facteur de progrès pour l'entreprise. Le Fournisseur s'engage à : respecter l'intégralité de la législation applicable en matière de non-discrimination, directe ou indirecte (dans le cadre de sa gestion interne, et particulièrement en matière de ressources humaines, à chaque étape des missions qui lui sont confiées par l'Acheteur), et veiller à ce que son personnel connaisse et promeuve les principes de non-discrimination. Le Fournisseur s'engage également à s'assurer que ses propres fournisseurs et sous-traitants s'engagent à respecter les mêmes obligations.

22.2 Protection de l'environnement. Le Fournisseur s'engage à respecter scrupuleusement les réglementations relatives à la protection de l'environnement et à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour réduire son impact environnemental, notamment par la réduction de sa consommation d'énergie et de ressources primaires ; la réduction des rejets dans l'eau, l'air ou le sol ; l'élimination de la pollution/contamination accidentelle ; la réduction des déchets générés par son activité et la traçabilité de leur élimination ; le contrôle de l'impact et de l'émission de substances dangereuses pour l'environnement et pour la santé. Le Fournisseur s'engage également à ne pas recourir à des sous-traitants qui ne s'engageraient pas à respecter ces obligations.

22.3 Suivi des actions menées par le Fournisseur. Le Fournisseur s'engage à informer l'Acheteur de l'état d'avancement de ses actions en matière de développement durable et à actualiser ces données annuellement. Dans le cadre des démarches entreprises par l'Acheteur pour évaluer les actions de développement durable mises en œuvre par ses fournisseurs, le Fournisseur accepte de faire l'objet d'une évaluation et s'engage à mettre à la disposition de l'Acheteur toutes les informations et ressources qui pourraient s'avérer nécessaires pour en assurer la conformité. Le Fournisseur s'engage également à prendre en considération les recommandations formulées à la suite de ces évaluations, et à adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer la conformité et/ou l'amélioration de ses pratiques.

23. LUTTE ANTI-CORRUPTION

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, les parties s'engagent à respecter scrupuleusement les dispositions législatives et réglementaires applicables prohibant la corruption d'agents publics et de personnes privées, le trafic d'influence et le blanchiment de capitaux, susceptibles notamment d'entraîner une exclusion des marchés publics, dont notamment le Foreign Corrupt Practices Act américain de 1977, le UK Bribery Act de 2010 et la loi française relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite "Sapin II" de 2016. Le Fournisseur s'engage à mettre en place et à appliquer l'ensemble des politiques et mesures nécessaires et raisonnables visant à prévenir la corruption. Le Fournisseur déclare que, à sa connaissance, ses représentants légaux, dirigeants, salariés, mandataires et toute personne fournissant des services pour ou au nom de l'Acheteur en vertu du Contrat, ne consentent et ne consentiront pas, directement ou indirectement, d'offre, de don, de promesse de donner, d'autorisation, de sollicitation ou d'acceptation de donner de l'argent ou tout autre objet de valeur ou d'accorder un avantage ou un cadeau à une personne, une société ou une entreprise quelconque, y compris un fonctionnaire ou un employé d'un gouvernement, un responsable d'un parti politique, un candidat à un mandat politique, une personne exerçant une fonction législative, administrative ou judiciaire de quelque nature que ce soit pour ou au nom d'un pays, une agence publique ou une entreprise d'État, un fonctionnaire d'une organisation publique nationale ou internationale, dans le but de corrompre illicitement cette personne dans l'exercice de ses fonctions officielles, ou dans le but de récompenser ou d'inciter à l'exécution incorrecte d'une fonction ou d'une activité pertinente par une personne afin d'obtenir ou de conserver une activité pour l'Acheteur ou d'obtenir un avantage dans la conduite des affaires pour l'Acheteur. Le Fournisseur s'engage à signaler toute violation d'une stipulation du présent Article à l'Acheteur dans un délai raisonnable. Dans l'hypothèse où l'Acheteur informerait le Fournisseur qu'il a des motifs raisonnables de croire que le Fournisseur a enfreint une stipulation du présent Article : (a) l'Acheteur est en droit de suspendre l'exécution du Contrat sans préavis aussi longtemps qu'il l'estime nécessaire pour enquêter sur les faits concernés, sans encourir aucune responsabilité ou obligation envers le Fournisseur du fait de cette suspension ; (b) le Fournisseur est tenu de prendre

toutes les mesures raisonnables pour empêcher la perte ou la destruction de tout élément de preuve documentaire relatif aux faits concernés. En cas de violation par le Fournisseur d'une stipulation du présent Article, l'Acheteur pourra résilier immédiatement le Contrat sans préavis et sans encourir aucune responsabilité. Le Fournisseur s'engage à indemniser l'Acheteur, dans la mesure maximale permise par la loi, pour toute perte, dommage ou dépense encourus ou subis par l'Acheteur en raison d'une telle violation. Dans l'hypothèse où le Fournisseur donnerait ou offrirait de donner un pot-de-vin, un cadeau, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense à une personne (i) pour qu'elle agisse ou s'abstienne d'agir en relation avec le Contrat ou (ii) pour qu'elle manifeste ou s'abstienne de manifester un traitement favorable ou défavorable à l'égard d'une personne en relation avec le Contrat, l'Acheteur pourra résilier immédiatement le Contrat conformément aux dispositions de l'Article 28.2.

24. CONFORMITÉ AUX LOIS - CONTRÔLE DES EXPORTATIONS - SANCTIONS

Le Fournisseur déclare et convient que les Biens et/ou Services décrits au Contrat n'ont pas été et ne seront pas fabriqués, vendus, fournis, tarifés ou transportés en violation d'une loi étrangère, fédérale, étatique, nationale ou locale, ou de tout ordre légal, règle ou règlement en découlant, y compris, sans que cette énumération soit limitative, les lois et règlements relatifs au contrôle des exportations ainsi que ceux relatifs aux sanctions, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne. Pour les besoins du Contrat, le terme "sanctions" désigne les sanctions économiques et financières internationales (à savoir les embargos commerciaux, les gels d'actifs et autres restrictions similaires sur les relations d'affaires avec un pays, un territoire ou une personne) qui sont administrées, promulguées ou appliquées par le Bureau de contrôle des actifs étrangers du département du Trésor des États-Unis ("OFAC"), le Trésor de Sa Majesté ou toute autre autorité gouvernementale des États-Unis, des Nations Unies, de l'Union européenne, de tout État membre de celle-ci, du Royaume-Uni et/ou du pays d'utilisation des Biens (ci-après désignées les "autorités de sanctions"). Le Fournisseur déclare et garantit à l'Acheteur qu'objet de ses Affiliés, filiales, société mère et société mère ultime ne fait l'objet de sanctions, et qu'aucun de ses dirigeants, mandataires sociaux et actionnaires n'est une personne visée par des sanctions qui empêcheraient le Fournisseur d'exécuter ses obligations en vertu du Contrat conformément aux lois et règlements susmentionnés. En outre, les Biens, Services et données techniques, dessins, documents de spécification, conception et plans associés ou tout élément dérivé de ceux-ci, peuvent être soumis aux lois et règlements relatifs au contrôle des exportations ou d'embargo. Les parties déclarent et garantissent qu'aucun produit, service, composant, pièce de rechange, consommable et aucun montant découlant du Contrat ne se rapportera, directement ou indirectement, à des entités ou des personnes physiques situées en Corée du Nord, en Iran, en Afghanistan, au Bélarus, à Cuba, en Russie, en Crimée, dans les régions ukrainiennes de Donetsk et de Louhansk, au Myanmar, en Syrie, en Transnistrie et au Venezuela.. De surcroît, le Fournisseur déclare et garantit que : (i) il n'est pas établi et n'exerce pas d'activité dans, et n'utilisera aucun bien ou service provenant de, tout pays ou région soumis à des restrictions ou des embargos en vertu des Sanctions (comprenant actuellement Corée du Nord, Iran, Afghanistan, Biélorussie, Cuba, Russie, Crimée, régions de Donetsk et de Louhansk en Ukraine, Myanmar, Syrie, Transnistrie et Venezuela, cette liste étant susceptible d'évoluer) et ne fournira pas de tels biens ou services à une personne ou entité soumise à des Sanctions ; (ii) il n'est pas impliqué, directement ou indirectement, dans la conception, le développement ou la production d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, ou de systèmes de fusées, de véhicules de lancement spatial, de fusées soniques, de systèmes de véhicules aériens sans pilote, ou de toute autre manière prohibée par les Sanctions ou toute législation commerciale applicable ; et (iii) il ne fait l'objet de transactions dans le cadre du Contrat émanant d'une agence gouvernementale. En cas de violation des déclarations et garanties susmentionnées, et/ou si le Fournisseur (y compris l'un de ses Affiliés) devait faire l'objet de Sanctions, l'Acheteur se réserve le droit de suspendre ou de résilier immédiatement le Contrat sans encourir aucune responsabilité envers le Fournisseur. Les stipulations du présent Article demeureront en vigueur après l'expiration ou la résiliation du Contrat, quelle qu'en soit la cause.

25. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

25.1 Qualification des rôles

Lorsque, dans le cadre de l'exécution du présent Accord, le Fournisseur traite des données à caractère personnel pour le compte de l'Acheteur, les Parties reconnaissent et conviennent que l'Acheteur agit en qualité de responsable du traitement et le Fournisseur en qualité de sous-traitant au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (« RGPD »). Le présent Article 25 constitue l'accord de traitement requis par l'article 28 du RGPD.

25.2 Champ des données à caractère personnel traitées

Les obligations prévues au présent Article s'appliquent à tout traitement de données à caractère personnel effectué par le Fournisseur pour le compte de l'Acheteur dans le cadre de l'exécution du présent Accord, notamment et sans limitation, aux données à caractère personnel relatives aux représentants légaux, dirigeants, salariés, agents, clients et utilisateurs finaux de l'Acheteur, ainsi qu'à toute autre personne dont les données sont traitées dans le cadre de la fourniture des Biens et/ou des Services, que ces personnes soient ou non directement identifiées dans le présent Accord.

25.3 Instructions de traitement

Le Fournisseur :

- (a) traite les données à caractère personnel uniquement sur instructions documentées de l'Acheteur, y compris en ce qui concerne les transferts de

données à caractère personnel vers un pays tiers ou une organisation internationale, sauf si le droit applicable l'y oblige, auquel cas le Fournisseur informe l'Acheteur de cette obligation légale avant le traitement, sauf si ce droit interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ; (b) traite les données à caractère personnel exclusivement aux fins prévues par le présent Accord et à aucune autre fin ; (c) notifie immédiatement l'Acheteur si, de l'avis raisonnable du Fournisseur, toute instruction de l'Acheteur contrevient aux lois applicables en matière de protection des données, y compris le RGPD.

25.4 Confidentialité

Le Fournisseur veille à ce que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'Acheteur se soient engagées à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. Le Fournisseur veille à ce que l'accès aux données à caractère personnel soit limité aux seules personnes qui en ont besoin aux fins de l'exécution du présent Accord.

25.5 Mesures de sécurité

Le Fournisseur met en œuvre et maintient des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, conformément à l'article 32 du RGPD, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre, ainsi que de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, et des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques. Ces mesures comprennent, le cas échéant :

- (a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- (b) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- (c) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- (d) une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir la sécurité du traitement.

25.6 Sous-traitants ultérieurs

Le Fournisseur ne recrute aucun sous-traitant ultérieur sans l'autorisation écrite préalable et spécifique de l'Acheteur. Le Fournisseur notifie à l'Acheteur tout projet de modification concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs, offrant ainsi à l'Acheteur la possibilité de s'opposer à ces modifications dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification. Lorsque le Fournisseur recrute un sous-traitant ultérieur, il lui impose, par contrat écrit, des obligations en matière de protection des données équivalentes à celles prévues au présent Article. Le Fournisseur demeure pleinement responsable envers l'Acheteur de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur. Le Fournisseur fournit, sur demande, à l'Acheteur une liste à jour de tous les sous-traitants ultérieurs intervenant dans le traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Acheteur.

25.7 Droits des personnes concernées

Dans la mesure du possible, le Fournisseur assiste l'Acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de permettre à l'Acheteur de s'acquitter de son obligation de répondre aux demandes des personnes concernées exerçant leurs droits au titre du Chapitre III du RGPD (notamment les droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition). Le Fournisseur transmet à l'Acheteur, sans délai et, en tout état de cause, dans les cinq (5) jours ouvrés suivant sa réception, toute demande reçue directement d'une personne concernée, et ne répond pas à ces demandes sans l'autorisation écrite préalable de l'Acheteur, sauf pour en accuser réception.

25.8 Notification des violations de données

En cas de violation de données à caractère personnel au sens de l'article 4(12) du RGPD, le Fournisseur notifie l'Acheteur de ladite violation sans délai injustifié et, en tout état de cause, dans les vingt-quatre (24) heures à compter du moment où il en a eu connaissance, afin de permettre à l'Acheteur de respecter son obligation de notification auprès de l'autorité de contrôle compétente dans le délai de soixante-douze (72) heures prévu à l'article 33 du RGPD. Cette notification inclut, dans la mesure où les informations sont disponibles au moment de la notification :

- (a) une description de la nature de la violation de données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées, ainsi que les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concerné ;
- (b) le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du Fournisseur ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- (c) une description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- (d) une description des mesures prises ou proposées afin de remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures visant à en atténuer les éventuels effets négatifs.

Lorsqu'il n'est pas possible de fournir toutes les informations simultanément, celles-ci peuvent être communiquées par étapes sans retard supplémentaire injustifié. Le Fournisseur coopère pleinement avec l'Acheteur dans la gestion et la remédiation de la violation de données à caractère personnel.

25.9 Conservation et suppression des données

Le Fournisseur ne conserve pas les données à caractère personnel au-delà de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du présent Accord et conformément aux instructions documentées de l'Acheteur. À la résiliation ou à l'expiration du présent Accord, ou sur demande antérieure de l'Acheteur, le Fournisseur, au choix de l'Acheteur, supprime de manière sécurisée ou restitue

toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte de l’Acheteur, et supprime de manière sécurisée toutes les copies existantes, sauf si le droit applicable exige la conservation continue des données à caractère personnel, auquel cas le Fournisseur en informe l’Acheteur et limite tout traitement ultérieur à ce qui est requis.

25.10 Transferts internationaux de données

Le Fournisseur ne transfère aucune donnée à caractère personnel vers un pays tiers ou une organisation internationale en dehors de l’Espace économique européen sans l’autorisation écrite préalable de l’Acheteur et sauf si une garantie appropriée est mise en place conformément au Chapitre V du RGPD (articles 44 à 49), notamment, à titre de mécanisme principal, l’utilisation des clauses contractuelles types adoptées par la Commission européenne. Le Fournisseur informe l’Acheteur préalablement à tout transfert et fournit à l’Acheteur toutes les informations nécessaires pour évaluer le caractère adéquat et licite du transfert, y compris toute analyse d’impact du transfert (Transfer Impact Assessment) requise. Le Fournisseur notifie sans délai l’Acheteur s’il a connaissance de circonstances susceptibles d’affecter l’adéquation des garanties mises en place.

25.11 Assistance au titre des obligations réglementaires

Le Fournisseur fournit à l’Acheteur toute assistance raisonnable, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Fournisseur, afin de garantir le respect par l’Acheteur de ses obligations au titre des articles 32 à 36 du RGPD, y compris celles relatives à la sécurité du traitement, à la notification des violations de données à caractère personnel aux autorités de contrôle et aux personnes concernées, aux analyses d’impact relatives à la protection des données (« AIPD ») et à la consultation préalable des autorités de contrôle.

25.12 Registre des activités de traitement

Le Fournisseur tient un registre de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte de l’Acheteur, conformément à l’article 30(2) du RGPD, et met ce registre à la disposition de l’Acheteur et, le cas échéant, de l’autorité de contrôle compétente, sur demande.

25.13 Droits d’audit

Le Fournisseur met à la disposition de l’Acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent Article et contribue à faciliter les audits, y compris les inspections, réalisés par l’Acheteur ou par un auditeur tiers mandaté par l’Acheteur, sous réserve d’un préavis raisonnable et d’obligations de confidentialité. L’exercice de ce droit s’effectue sans préjudice des droits généraux d’audit de l’Acheteur au titre de l’article 20 du présent Accord.

25.14 Primauté du présent accord de traitement

En cas de contradiction entre les stipulations du présent Article 25 et toute autre stipulation du présent Accord, les stipulations du présent Article 25 prévalent dans la mesure nécessaire pour assurer la conformité aux lois applicables en matière de protection des données.

25bis. ACCÈS AUX DONNÉES, PORTABILITÉ ET CHANGEMENT DE FOURNISSEUR CLOUD

25bis.1 Champ d’application

Le présent Article s’applique lorsque les Biens fournis par le Fournisseur sont des produits connectés (« Produits IoT ») ou lorsque les Services comprennent des services de traitement de données ou des services cloud, dans chaque cas relevant du champ d’application du Règlement (UE) 2023/2854 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 relatif à des règles harmonisées concernant l’accès équitable aux données et leur utilisation (« Data Act »).

25bis.2 Accès aux données générées par les produits connectés

Conformément à l’article 4 du Data Act, le Fournisseur veille à ce que l’Acheteur, en tant qu’utilisateur des Produits IoT, dispose d’un accès direct, gratuit et en temps réel aux données générées par l’utilisation de ces produits, lorsque cela est techniquement possible, ou, à tout le moins, d’un accès sans délai injustifié. Cet accès est activé par défaut et dès la conception à compter du déploiement initial des Produits IoT, sans que l’Acheteur ait à en faire la demande au cas par cas.

25bis.3 Format et interopérabilité

Les données rendues accessibles conformément à l’article 25bis.2 sont fournies dans un format structuré, couramment utilisé, lisible par machine et interopérable, conformément à l’article 5 du Data Act. Le Fournisseur prend toutes les mesures raisonnables afin de garantir l’interopérabilité avec les systèmes et outils existants de traitement des données de l’Acheteur. Le Fournisseur ne met en œuvre aucune mesure technique ou contractuelle ayant pour objet de prévenir l’Acheteur d’accéder aux données générées par les Produits IoT, de les utiliser ou de les partager.

25bis.4 Changement de fournisseur cloud et portabilité

Lorsque les Services comprennent des services cloud ou de traitement de données, le Fournisseur facilite le changement vers un prestataire alternatif et la portabilité effective des données de l’Acheteur, conformément aux articles 23 à 25 du Data Act. Le Fournisseur :

- (a) n’impose aucun obstacle technique, contractuel, commercial ou autre entravant la capacité de l’Acheteur à changer de fournisseur ou à récupérer et transférer ses données ;
- (b) assure l’exportation complète de l’ensemble des données de l’Acheteur dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans la période maximale de transition applicable au titre du Data Act ;
- (c) ne facture à l’Acheteur aucun frais de changement de fournisseur cloud ou d’exportation de données excédant les coûts directement imputables à ce changement ou à cette exportation, conformément aux plafonds tarifaires applicables au titre du Data Act ;
- (d) fournit une assistance technique raisonnable à l’Acheteur afin de faciliter la transition vers un prestataire alternatif.

25bis.5 Interdiction d’utilisation non autorisée des données

Le Fournisseur n’utilise pas les données générées par l’utilisation, par l’Acheteur, des Produits IoT ou des Services à d’autres fins que celles prévues par le présent Accord, notamment à son propre bénéfice commercial, pour l’amélioration de produits ou services concurrents du Fournisseur, ou pour le développement d’offres concurrentes, sans le consentement écrit préalable de l’Acheteur, conformément à l’article 4(4) du Data Act. Cette interdiction s’applique pendant la durée du présent Accord et survit à sa résiliation ou à son expiration.

25bis.6 Partage de données avec des tiers

Lorsque l’Acheteur demande au Fournisseur de mettre à la disposition d’un tiers des données générées par les Produits IoT conformément à l’article 5 du Data Act, le Fournisseur se conforme à cette demande dans un délai raisonnable et facilite ce partage de données selon des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires. Le Fournisseur ne refuse pas de manière déraisonnable ni ne retarde sa coopération à de telles demandes.

26. PLAN DE PROGRÈS ET ÉVALUATION ECOVADIS

26.1 Plan de progrès. Le Fournisseur s’engage à mettre en œuvre un plan de progrès qui fera l’objet d’une actualisation périodique, en fonction des informations issues des rapports, des revues d’activités, ainsi que tout audit effectué par l’Acheteur conformément à l’Article 20.

26.2 Évaluation de la performance. Le Fournisseur est tenu de se soumettre à une évaluation EcoVadis (ci-après dénommée “l’Évaluation”) réalisée, à ses frais et sous sa responsabilité, sur Commande et avec un suivi de l’Acheteur pendant toute la durée du Contrat. Dans l’hypothèse où le score de l’Évaluation s’avérerait insuffisant, le Fournisseur devra, à la demande de l’Acheteur, communiquer dans les meilleurs délais les mesures ou politiques appropriées qu’il a mises ou qu’il mettra raisonnablement en œuvre afin d’améliorer ledit score.

27. INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

27.1 Champ d’application

Le présent Article s’applique à tout système d’intelligence artificielle (« Système d’IA ») au sens de l’article 3, paragraphe 1, du Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l’intelligence artificielle (« AI Act ») que le Fournisseur utilise, déploie, intègre ou fournit dans le cadre de l’exécution du présent Accord, notamment, et sans limitation, les systèmes d’IA générative, les systèmes d’aide à la décision, les systèmes de traitement d’images ou de données de capteurs, les systèmes de maintenance prédictive, ainsi que tout système d’IA intégré aux Biens.

27.2 Autorisation écrite préalable

Le Fournisseur ne met en œuvre, n’utilise ni ne fournit, directement ou indirectement, aucun Système d’IA dans le cadre de l’exécution du présent Accord sans le consentement écrit préalable de l’Acheteur, lequel peut être refusé ou assorti de conditions à la seule discrétion de l’Acheteur. Toute demande d’autorisation précise : (a) la nature, la description et les fonctionnalités du Système d’IA ; (b) la classification du Système d’IA au regard des niveaux de risque prévus par l’AI Act (telle que décrite plus en détail à l’article 27.3 ci-dessous) ; (c) les garanties techniques et organisationnelles mises en œuvre ; (d) les données utilisées pour l’entraînement et/ou l’inférence, y compris les détails de toute donnée à caractère personnel concernée.

27.3 Classification des risques et obligations associées

Le Fournisseur classe tout Système d’IA qu’il utilise ou fournit en lien avec le présent Accord conformément aux niveaux de risque prévus par l’AI Act et informe l’Acheteur de cette classification avant toute utilisation ou livraison. En particulier :

- (a) Pratiques d’IA interdites (article 5 de l’AI Act). Le Fournisseur garantit qu’aucun Système d’IA utilisé ou fourni au titre du présent Accord ne constitue ni n’implique une pratique d’intelligence artificielle interdite au sens de l’article 5 de l’AI Act. Le Fournisseur notifie sans délai l’Acheteur s’il apprend qu’un Système d’IA est susceptible d’être qualifié de pratique interdite ;
- (b) Systèmes d’IA à haut risque (article 6 et annexe III de l’AI Act — incluant notamment les systèmes d’IA destinés à être utilisés en tant que composants de sécurité dans la gestion ou l’exploitation d’infrastructures critiques du secteur de l’eau). Le Fournisseur veille au respect intégral de l’ensemble des exigences applicables prévues aux articles 9 à 15 de l’AI Act, notamment : (i) un système de gestion des risques établi et maintenu tout au long du cycle de vie du Système d’IA (article 9) ; (ii) des pratiques appropriées de gouvernance et de gestion des données pour les ensembles de données d’entraînement, de validation et de test (article 10) ; (iii) une documentation technique établie et tenue à jour conformément à l’article 11 et à l’annexe IV ; (iv) l’enregistrement automatique des événements tout au long du cycle de vie (article 12) ; (v) la transparence et la fourniture d’instructions d’utilisation permettant à l’Acheteur, en tant que déployeur, de comprendre et d’exploiter le système (article 13) ; (vi) une conception et un développement permettant un contrôle humain effectif par

l’Acheteur (article 14) ; (vii) des niveaux appropriés d’exactitude, de robustesse et de cybersécurité tout au long du cycle de vie (article 15). Le Fournisseur remet à l’Acheteur, sur demande, l’intégralité de la documentation technique et la Déclaration UE de conformité applicables à tout Système d’IA à haut risque ;

(c) Modèles d’IA à usage général (articles 51 et suivants de l’AI Act). Le Fournisseur fournit à l’Acheteur un résumé de sa politique de conformité et les éléments de transparence requis au titre de l’AI Act, et veille à ce que tout modèle d’IA à usage général utilisé soit développé et maintenu conformément aux obligations applicables en vertu de l’AI Act ;

(d) Systèmes d’IA à risque limité (article 50 de l’AI Act). Le Fournisseur respecte les obligations de transparence applicables, notamment en veillant à ce que les personnes interagissant avec le Système d’IA soient informées qu’elles interagissent avec un Système d’IA lorsque cette information ne ressort pas autrement de manière évidente.

27.4 Obligations du fournisseur et du déployeur

Lorsque le Fournisseur agit en qualité de fournisseur d’un Système d’IA à haut risque au sens de l’article 16 de l’AI Act, il assume l’ensemble des obligations incombant aux fournisseurs au titre de l’AI Act. Lorsque l’Acheteur agit en qualité de déployeur d’un Système d’IA à haut risque fourni par le Fournisseur au sens de l’article 26 de l’AI Act, le Fournisseur fournit à l’Acheteur toutes les informations, la documentation technique et l’assistance nécessaires pour permettre à l’Acheteur de satisfaire à ses obligations en tant que déployeur, notamment en matière de contrôle humain, d’enregistrement des événements (logging) et de surveillance post-commercialisation. Le Fournisseur notifie sans délai l’Acheteur de toute modification du Système d’IA susceptible d’affecter les obligations de conformité de l’Acheteur en tant que déployeur.

27.5 Qualité des données et biais

Le Fournisseur garantit que les données utilisées pour entraîner, valider ou tester tout Système d’IA utilisé ou fourni au titre du présent Accord sont pertinentes, représentatives, suffisamment complètes et exemptes d’erreurs, conformément à l’article 10 de l’AI Act. Le Fournisseur ne procède à aucun entraînement, ajustement (fine-tuning) ni mise à jour d’un Système d’IA au moyen de données à caractère personnel traitées au titre du présent Accord, ni au moyen d’informations confidentielles appartenant à l’Acheteur, sans le consentement écrit préalable de l’Acheteur. Le Fournisseur met en œuvre et maintient des mesures appropriées afin de détecter, d’évaluer et d’atténuer les biais algorithmiques et les inexactitudes, notamment des actions correctives systématiques en cas de biais ou d’« hallucination » identifiés. Le Fournisseur notifie l’Acheteur, sans délai injustifié, de tout biais significatif ou problème matériel d’exactitude identifié dans un Système d’IA utilisé ou fourni au titre du présent Accord.

27.6 Prise de décision automatisée

Lorsqu’un Système d’IA est susceptible de produire des résultats constituant une prise de décision individuelle automatisée ou contribuant à une telle prise de décision au sens de l’article 22 du RGPD, le Fournisseur assiste l’Acheteur dans la mise en place de garanties appropriées, notamment la possibilité d’assurer une intervention humaine significative et un contrôle effectif par l’Acheteur, et fournit à l’Acheteur toutes les informations nécessaires pour lui permettre de satisfaire à ses obligations au titre de l’article 22 du RGPD.

27.7 Traçabilité et audit

Le Fournisseur tient des journaux (logs) et registres relatifs à l’utilisation des Systèmes d’IA au titre du présent Accord pendant les durées requises par le droit applicable (y compris un minimum de six (6) mois pour les Systèmes d’IA à haut risque en vertu de l’article 12 de l’AI Act, ou toute durée plus longue exigée par une réglementation sectorielle) et met ces éléments à la disposition de l’Acheteur sur demande. Ces registres sont conservés conformément aux obligations de conservation des supports d’audit (Audit Materials) prévues à l’article 20 du présent Accord.

27.8 Propriété intellectuelle sur les résultats générés par l’IA

L’Acheteur conserve l’intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents à tous résultats générés par des Systèmes d’IA utilisés dans le cadre du présent Accord, conformément à l’article 13 du présent Accord.

27.9 Documentation de conformité réglementaire

Le Fournisseur fournit à l’Acheteur, sur demande écrite de ce dernier et, en tout état de cause, au plus tard trente (30) jours suivant ladite demande, des justificatifs documentaires attestant

de sa conformité à l'ensemble des dispositions applicables de l'AI Act ainsi qu'à toute autre législation applicable régissant l'intelligence artificielle.

28. RÉSILIATION

28.1. Résiliation pour convenance. L'Acheteur peut, à tout moment par notification écrite, résilier le Contrat ou toute partie de celui-ci sans motif. Dès réception de cette notification, le Fournisseur devra, à la date et dans la mesure indiquées par l'Acheteur, cesser toute prestation en vertu de la Commande et résilier tous les contrats de sous-traitance en cours dans la mesure où ils se rapportent aux Biens et/ou Services résiliés. En cas de résiliation, l'Acheteur et le Fournisseur pourront négocier l'indemnisation les coûts de résiliation supportés par le Fournisseur, dans la mesure où ces coûts ont été (i) directs, raisonnables et dûment justifiés, (ii) nécessairement et exclusivement engagés comme conséquence directe de ladite résiliation, et (iii) effectivement supportés par le Fournisseur pour des engagements contractuels inévitables spécifiquement liés à la Commande concernée. L'indemnisation de ces coûts de résiliation constitue la seule obligation de l'Acheteur et l'unique recours du Fournisseur en cas de résiliation pour convenance. En aucun cas, lesdits frais de résiliation n'incluront les coûts ou dépenses relatifs aux Biens constituant le stock standard du Fournisseur. Toute réclamation du Fournisseur concernant ces coûts devra être accompagnée des documents justificatifs pertinents et sera réputée abandonnée si elle n'est pas formulée dans les sept (7) jours suivant la réception par le Fournisseur de la notification de résiliation émise par l'Acheteur.

28.2. Résiliation pour faute. L'Acheteur peut, par notification écrite, résilier tout ou partie du Contrat si le Fournisseur : (i) ne livre pas les Biens ou Services conformément au calendrier de livraison ou aux exigences de qualité, (ii) n'accomplit pas de progrès qui, selon l'appréciation de l'Acheteur, compromettent l'exécution du Contrat, ou (iii) ne respecte pas l'une quelconque des autres dispositions du Contrat. Cette résiliation prendra effet si le Fournisseur ne remédie pas audit manquement dans un délai de trente (30) jours (ou tout autre délai de grâce mutuellement convenu entre les parties) après réception de la notification écrite de manquement adressée par l'Acheteur. Nonobstant toute disposition contraire, la résiliation par l'Acheteur prendra effet immédiatement après réception par le Fournisseur de la notification écrite de manquement émise par l'Acheteur pour toute violation substantielle du Contrat par le Fournisseur, notamment celles découlant des dispositions relatives à la "Confidentialité", la "Propriété intellectuelle", la "Conformité anticorruption" et la "Conformité avec les lois" ou en rapport avec celles-ci. Cette résiliation s'effectuera sans préjudice des droits de l'Acheteur à des dommages-intérêts, y compris, mais sans s'y limiter, l'indemnisation pour tout surcoût engendré par le recours à un tiers pour assurer la fabrication, la livraison ou l'exécution desdits Biens et/ou Services, ainsi que tous autres coûts excédant le Prix convenu, majorés de tout préjudice résultant du manquement du Fournisseur. Le Fournisseur devra poursuivre l'exécution de la commande concernée dans la mesure où celle-ci n'a pas été résiliée par l'Acheteur.

28.3. Résiliation pour insolvabilité. Sans préjudice des dispositions impératives du droit local applicable, si le Fournisseur : (a) se dissout ou cesse ses activités ; (b) est en cessation des paiements ou ne s'acquitte pas de ses dettes à leur échéance ; ou (c) fait l'objet, ou si toute autre entité engage à son encontre, une procédure de mise sous séquestre, de saisie, de sauvegarde, de redressement, de liquidation, ou toute autre procédure visant au règlement des dettes du Fournisseur, l'Acheteur pourra résilier immédiatement le Contrat sans engager sa responsabilité, exception faite des Biens et/ou Services achevés, livrés et acceptés dans un délai raisonnable après la résiliation (lesquels seront payés au Prix convenu).

28.4. Recours. Nonobstant toute disposition contraire, les recours de l'Acheteur mentionnés dans le présent Article s'ajoutent à tout autre recours dont dispose l'Acheteur en cas de manquement du Fournisseur, qu'ils soient expressément stipulés aux présentes ou autrement prévus par la loi, sans s'y substituer. L'Acheteur ne saurait être tenu responsable des dommages non consécutifs, accessoires ou punitifs subis par le Fournisseur, ni de toute perte ou dommage indirect, résultant d'une quelconque violation du Contrat. Les recours dont dispose l'Acheteur en cas de violation des conditions du Contrat par le Fournisseur comprennent tout recours disponible en vertu de la loi applicable au Contrat, notamment, mais sans s'y limiter, les dommages-intérêts, les frais et honoraires d'avocats engagés par l'Acheteur pour faire respecter les conditions du Contrat.

29. INDEMNISATION

Le Fournisseur s'engage à indemniser et garantir l'Acheteur, ses Affiliées, ses clients et les utilisateurs des Biens ou Services fournis en vertu des présentes, de toute responsabilité relative à l'ensemble des réclamations, actions en justice, transactions, règlement, responsabilités, pertes, dommages, jugements, amendes, pénalités et dépenses de quelque nature que ce soit (y compris les honoraires d'avocats et frais de justice) découlant de, se rapportant à, ou résultant de tout préjudice corporel, y compris le décès, causé à toute personne, ou de tout dommage causé à tout bien, en raison d'un défaut affectant les Biens ou Services fournis en vertu du Contrat, de toute violation de l'une quelconque des stipulations du Contrat, de toute violation de garantie expresse ou implicite relative auxdits Biens ou Services, ou de tout acte ou omission du Fournisseur, de ses mandataires ou préposés dans l'exécution de ses obligations. En outre, le Fournisseur s'engage également à prendre en charge et indemniser l'Acheteur et ses Affiliées de toute réclamation ou actions engagées par le personnel du Fournisseur à l'encontre de l'Acheteur ou impliquant ce dernier. Le Fournisseur s'engage à assurer, à ses frais, la défense de l'Acheteur dans le cadre de toute action ou procédure visée ci-dessus et à prendre en charge tous les frais en résultant, y compris les honoraires d'avocats raisonnablement engagés par l'Acheteur pour faire valoir ses droits au titre du Contrat.

30. LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

30.1 Loi applicable. Sauf stipulation contraire dans la Commande, le Contrat est régi et interprété conformément aux lois françaises.

30.2 Résolution des litiges. Sauf stipulation contraire dans la Commande, tous les litiges ou procédures découlant directement ou indirectement du Contrat seront soumis à la compétence exclusive des juridictions françaises compétentes, nonobstant pluralité de défendeurs, demande incidente, appel en garantie ou procédure d'urgence, y compris les procédures conservatoires, en référé ou sur requête.

30.3 Renonciation et recours juridiques. Les parties renoncent expressément à l'application de la Convention des Nations Unies sur les Contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) et à toute objection à la compétence desdits tribunaux. En cas de litige entre les parties résultant d'une prétendue violation du Contrat, la partie qui obtient gain de cause, telle que déterminée par le tribunal compétent, sera en droit de recouvrer auprès de la partie succombante l'ensemble des frais et dépenses raisonnables engagés dans le cadre dudit litige, y compris, mais sans s'y limiter, les honoraires d'avocats raisonnables, les frais de justice et autres frais juridiques.

31. DISPOSITIONS GENERALES

31.1 Intégralité du Contrat. Le Contrat, ainsi que toute annexe qui en fait partie intégrante, constitue l'intégralité du Contrat entre les parties et se substitue à tous accords, négociations et ententes antérieurs, qu'ils soient écrits ou verbaux.

31.2 Non-renonciation. Le défaut par l'Acheteur d'exiger l'exécution stricte de l'une quelconque des stipulations du Contrat, de se prévaloir ou de différer l'exercice de l'un des droits ou recours prévus aux présentes ou par la loi, de notifier dûment le Fournisseur en cas de manquement, d'approuver la conception, ou d'accepter ou de payer les Biens et/ou Services fournis, ne saurait libérer le Fournisseur de l'une quelconque de ses garanties ou obligations en vertu du Contrat et ne pourra être interprété comme une renonciation aux droits de l'Acheteur d'exiger l'exécution stricte des présentes ou à l'un quelconque de ses droits ou recours relatifs auxdits Biens et/ou Services, quelle que soit la date à laquelle ils ont été expédiés, reçus ou acceptés, ou relatifs à tout manquement antérieur ou ultérieur aux présentes. Aucune prétendue modification ou résiliation verbale du Contrat par l'Acheteur n'emportera renonciation à l'une quelconque des stipulations du Contrat.

31.3 Divisibilité. Si une stipulation du Contrat est jugée nulle et non avenue, illicite ou inapplicable, la validité, la licéité et l'applicabilité des autres stipulations n'en seront nullement affectées ou altérées.

31.4 Notifications. Toutes les notifications requises ou permises en vertu du Contrat doivent être effectuées par écrit et sont réputées prendre effet dès leur remise en main propre ou dès leur réception à la partie destinataire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

31.5 Survie. Nonobstant toute expiration ou résiliation du Contrat, toutes les stipulations qui, par leur nature, sont destinées à survivre, demeureront pleinement en vigueur et continueront à produire leurs effets.

31.6 Entrepreneurs indépendants. Le Contrat exclut toute association juridique, lien de subordination, partenariat, coentreprise ou relation fiduciaire entre les parties. Aucune des parties n'a le droit, le pouvoir ou l'autorité de créer une obligation ou un engagement au nom de l'autre partie, d'engager l'autre partie à un accord, ou de se présenter comme mandataire de l'autre partie. Chaque partie demeure seule responsable de ses propres actes, omissions et obligations.

31.7 Publicité. Le Fournisseur s'interdit de diffuser tout matériel publicitaire mentionnant l'Acheteur ou citant l'opinion de l'un quelconque des préposés de l'Acheteur sans l'autorisation écrite préalable de ce dernier.

31.8 Exclusion des droits des tiers. Le Contrat ne confère aucun droit, en vertu ou en relation avec celui-ci, à toute personne ou partie tierce, que ce soit en application de la Contracts (Rights of Third Parties) Act 1999 anglaise ou de toute législation ou jurisprudence locale, et aucune stipulation du Contrat n'est opposable par une telle personne ou partie tierce.

31.9 Modifications. Sous réserve des présentes Conditions Générales, toute modification du Contrat ne sera valable et effective que si elle est consignée dans un instrument écrit signé par les représentants dûment habilités des deux parties.

1. ACCEPTANCE

Supplier and Buyer agree to be bound by and to comply with all terms set forth in these General Terms and Conditions of Purchase ("Terms"). For the purposes of these Terms, "Buyer" shall be the Veolia entity whose corporate information and particulars are duly specified in the Order; "Supplier" shall be the entity supplying Buyer under the Order; "Order" designates a purchase order that has been issued from Buyer to Supplier and is an offer to purchase the goods ("Goods") and/or services ("Services") described in the Order under these Terms; "Affiliate" means any entity which, directly or indirectly, through one or more intermediaries, controls, is controlled by or is under common control with any of the parties to this Agreement. Supplier's acceptance of the Order, commencement of work or provision of Goods and/or Services, whichever occurs first, shall constitute acceptance of the Order and these Terms (together, the "Agreement"). Any modification or addition to this Agreement by Supplier, including but not limited to any deviations and any terms and conditions included in Supplier's proposal, quotation, acceptance, invoice or any other Supplier's document referring to this Agreement, are hereby expressly rejected and shall not be valid unless accepted by Buyer in writing.

2. MODIFICATION: CHANGES IN THE ORDER

2.1 General. No change, addition or waiver of terms of this Agreement or Buyer specifications contained shall be binding on Buyer unless approved in writing by an authorized representative. Buyer shall have the right, at any time, to make changes to this Agreement, including but not limited to, any one or more of the following: (a) specifications, drawings and data, (b) methods of shipment or packing, (c) place of delivery and time of delivery, (d) quantities, (e) services and (f) suspension or extension of performance time ("Change"). Upon receiving notice of a Change, including suspension, Supplier shall promptly comply with Buyer's instructions. If any Change causes an increase or decrease in the cost or time required for Supplier to perform this Agreement, an equitable adjustment shall be made in the Price, delivery schedule, or both, subject to Supplier's strict compliance with the Change procedure set forth in this Section and Buyer's receipt of all supporting documentation from Supplier required by Buyer to evaluate and determine the cost or schedule impact of the Change. If Buyer and Supplier cannot agree to equitable adjustment to cost or schedule within ten (10) days of Buyer's request for a Change, Buyer, may, without invalidating the Agreement, issue a written directive requiring the Supplier to perform additional Services or provide additional Goods, delete portions of the Goods or Services, or alter the Goods or Services as required by Buyer ("Directed Change"). Such Directed Change may include modifications to the design, specifications, schedule, or methods of performance. If Buyer issues a Directed Change, Supplier shall provide Buyer all documents and records required by Buyer, in a form satisfactory to Buyer, including an itemized accounting together with appropriate supporting data for all costs or savings attributable to the Directed Change. Any price adjustment shall only include the reasonable, documented and direct costs that shall necessarily be incurred as a direct result of the Change or Directed Change. Any claim by Supplier for adjustment under this Agreement shall be deemed waived unless asserted in writing within ten (10) calendar days from Supplier's receipt of the Change or Directed Change notification. Equitable adjustment to Price or schedule shall not be binding on Buyer unless evidenced by a Change Order issued and signed by Buyer.

2.2 Suspension. Notwithstanding the above, Buyer may, at any time, by written notice to Supplier, suspend or extend the time for Supplier's performance of the work for such time as it deems appropriate. Upon receiving notice of suspension, Supplier shall promptly suspend work to the extent specified and comply with Buyer's instructions, as the case may be. Suspensions, if the cumulative duration is less than ninety (90) calendar days, Supplier shall not be entitled to any change in Price, delivery dates or any other obligations under the Agreement. If the suspension duration is above ninety (90) calendar days, Supplier may claim reimbursement for additional costs reasonably and necessarily incurred by Supplier from the ninety-first (91st) calendar day of suspension onwards, provided such costs are (i) actually incurred, (ii) mitigated by Supplier where possible, and (iii) notified to Buyer with all supporting details, within ten (10) calendar days after Buyer's notice to resume work. Buyer may withdraw the suspension at any time as to all or part of the suspended work by written notice specifying the effective date and scope of withdrawal. Supplier shall resume performance on the specified effective date of resumption or within ten (10) calendar days of the withdrawal notification.

3. PRICE - PAYMENT

3.1 Price. Unless otherwise expressly stated, all prices for Goods and Services under the Agreement, are firm and not subject to escalation for any reason not set forth in the Agreement ("Price"). Any Price includes all costs and charges, including but not limited to duties, custom clearance, import duties, impost or levies and taxes of whatsoever nature and related to manufacturing process, sales, provision and transportation of Goods as the case maybe,

and Supplier shall indemnify and save harmless Buyer from and against liability for all federal, state, local or foreign taxes or other government charges, duties, levies, freight charges, licensing fees, packing charges, insurance charges and any other charges whatsoever. Without limitation to the foregoing, Buyer shall not accept any additional costs to the Price.

3.2 Withholding taxes. If Buyer is legally required to withhold taxes for which Supplier is responsible, Buyer may deduct such taxes from any payment due to Supplier and provide Supplier with a valid tax receipt in Supplier's name. If Supplier is exempt from, or eligible for, a reduced rate of withholding tax, Supplier shall provide to Buyer a valid tax residency certificate or other required documentation at least thirty (30) days prior to payment being due.

3.3 Payment terms. Unless otherwise specified, Buyer shall pay, by bank transfer, the Price specified in the Order, within sixty days (60) days from the date of the receipt of each undisputed invoice issued by Supplier, subject to: (a) complete delivery of the Goods and performance of all Services and obligations of Supplier in strict compliance with these Terms and the Order; (b) all Financial Guarantees duly provided to Buyer and (c) receipt by Buyer of Supplier's correct invoice.

3.4 Price Warranty. Supplier warrants that the Prices under this Agreement are not less favorable than those offered by Supplier to any other customer for substantially similar goods or services in comparable quantities. In the event Supplier reduces its prices for its other customers for such goods or services during the term of this Agreement, Supplier agrees to reduce the Price of the Goods and/or Services correspondingly. If during this Agreement, Buyer or any of its Affiliates can purchase similar goods and/or services of like quality from another supplier at a total price, including delivery cost to the facility of Buyer or the applicable Affiliate, that is lower than the total Price of the Goods and/or Services purchased under the Agreement from Supplier, Buyer may notify Supplier of such price and Supplier shall have an opportunity to reduce the total Price of the applicable Goods and/or Services purchased hereunder, within ten (10) calendar days from Buyer's notification unless otherwise stated in the Order, so that it is the same or lower than the total price of the other supplier. If Supplier timely fails to or cannot legally do so within the thirty (30) day time period described above, Buyer may (i) purchase the applicable goods and/or services from such other supplier (in which case the obligations (including, but not limited to, any purchase and sale requirements and/or commitments, if any) of Buyer and Supplier hereunder shall be reduced accordingly); or (ii) terminate this Agreement without any penalty, liability or further obligation.

3.5 Replacement Parts. Replacement parts for the Goods are for the purpose of this Section defined as "Parts". Unless specified otherwise by Buyer in writing, Supplier shall provide Parts for a period of ten (10) years from the delivery date or until Buyer consents to an alternative part that provides the same form, quality, fit and function as the Part. The prices for any Parts purchased in the first two (2) years of the ten (10) year period shall not exceed the prices in effect at the time the production of the Goods ceases, and no set up charges shall be permitted by Supplier or paid by Buyer during this two (2) year period. Thereafter, the prices for Parts shall be negotiated based on Supplier's actual cost of production of such Parts plus any special packaging costs. No minimum order requirements shall apply unless the parties mutually agree in advance. After the end of the ten (10) year-period, Supplier shall continue to maintain in good working condition all Supplier owned tooling required to produce the Parts, and shall not dispose of such tooling without offering Buyer the right of first refusal to purchase such tooling. If Supplier plans to discontinue production of the Parts at any time during or after the Agreement, then Supplier shall provide Buyer with six month's notice prior to discontinuing such Parts and shall provide alternative technical solution to remedy.

3.6 Set-off. Buyer shall be entitled, at any time, to set off any amount owing from Supplier to Buyer against any amount payable by Buyer in connection with this Agreement.

4. FINANCIAL GUARANTEE

The initial provision and continued maintenance of any bank guarantee(s), surety bond(s), letter(s) of credit, or similar financial guarantee which is required by Buyer under this Agreement ("Financial Guarantee") shall be a condition precedent to Supplier's entitlement to payment (including initial deposits) for the performance of Goods and/or Services under a specific Order. Any Financial Guarantee shall be issued by first class international banks/insurance companies acceptable to Buyer and having a credit rating of at least "A-" (Standard & Poor's) or "A3" (Moody's) ("Issuing Bank"). Financial Guarantee delivered by Supplier to Buyer shall be in the appropriate form, on first demand, irrevocable and unconditional, stand-by, in favor of Buyer as the beneficiary, for the purpose of guaranteeing the performance of the Goods and/or Services by Supplier and payment of any amounts due by Supplier to Buyer, both in a timely manner and in accordance with the Agreement. Supplier shall bear the cost of obtaining and maintaining the Financial Guarantee. Where a Financial Guarantee is not provided in due time or is not provided as required in the

Order, Buyer may, at its option, withhold payments to Supplier, retain from sums due or becoming due to Supplier an amount equal to the amount of the said Financial Guarantee or terminate the relevant Order. If an Order is terminated by Buyer or Buyer rejects the Goods and/or Services, then all of the Financial Guarantee must remain valid until full payment by Supplier of all amounts due to Buyer, and Buyer shall have the right to request Supplier to instruct the Issuing Bank to extend the validity of the Financial Guarantee accordingly. Any Financial Guarantee delivered by Supplier shall enter into force on the date of its issuance and shall remain valid until the later of the delivery of the Goods, performance of Services, or end of the warranty period of the Goods and Services, unless otherwise stated in the Order. If, at any time, the validity date of the Financial Guarantee no longer corresponds to the conditions specified in the Order, then Supplier shall instruct the Issuing Bank to extend the validity of such Financial Guarantee accordingly. Failing which, Buyer shall be entitled to draw upon the Financial Guarantee in full and hold the same as security for compliance by Supplier with its obligations under the Agreement. Buyer shall be entitled to make deductions against any amounts so held in respect of any claim for which it would have been entitled to call against the Financial Guarantee in question. In the event that the required Financial Guarantee is insufficient to compensate Buyer for damages suffered, Buyer further reserves the right to withhold any amounts due to Supplier to cover the damages.

5. INVOICES

All invoices and consignment or shipping documents must show the Order number. Buyer shall be entitled to reject Supplier's invoice if it fails to include Buyer's Order number or is otherwise inaccurate, and any resulting: (i) delay in Buyer's payment; or (ii) non-payment by Buyer, shall be Supplier's responsibility, and in such circumstances of non-payment of an invoice by Buyer, Supplier shall be deemed to have waived any fees, charges, costs or expenses invoiced therein. Buyer may withhold total or partial payment until the Goods and/or Services conform to the requirements of the concerned Order. Buyer's payment of an invoice shall not constitute its acceptance of the Goods and/or Services.

6. SHIPPING INSTRUCTIONS

6.1. Packing. Packing, preservation and marking shall be in accordance with the specifications and requirements as specified on the Order, or if not specified, with the best commercially accepted practice which will be consistent with applicable law. All Goods shall be packed with packaging suitable to guarantee the protection and integrity of the Goods to destination. Packages must bear Buyer's Order number and bulk containers must also show gross, tare and net weights and/or quantity. No packaging charge shall be made to Buyer unless such charge is specified, itemized and accepted by Buyer. All Goods shall be suitably packed and classified to assure the lowest transportation rates consistent with full protection against loss or damage in transit and to meet the carrier's requirements.

6.2 Shipping documents. For each separate shipment delivering the Goods, the original invoice and all necessary or usual shipping documents, all properly completed and certified in accordance with applicable laws and regulations, shall be rendered by Supplier as follows: (a) the original, or, if the original is otherwise required by the shipper or customs or other authority, one copy, faxed and air mailed to Buyer on the day of shipment; (b) other copies, as necessary, distributed according to proper and usual practice; (c) one copy of the invoice shall be placed inside each package or container and one copy shall be properly affixed to the outside of each package or container. All invoices and consignment or shipping documents must show the Order number. For the purposes of this clause, "shipping" includes transportation by aircraft and "shipper" and "shipment" have corresponding meanings. Supplier must inform Buyer's issuing office by electronic mail on the day of shipment, providing the bill of lading or other notice of shipment, and giving Order number and car number, if it is a carload shipment. In the case of shipment elsewhere than Buyer's plant, the original bill of lading or airway bill must be mailed. Packing slips should be enclosed with all shipments, showing Order number, part number, quantity, CO2 emissions and weight.

6.3 Buyer's access. In the event that the Goods are expedited by Buyer, Buyer's Personnel shall be allowed reasonable access to Supplier's plants, and those of its sub-suppliers, for expediting purposes. As required by Buyer, Supplier shall supply schedules and progress reports for Buyer's use in expediting.

7. TITLE-RISKS

7.1 Risks. Unless otherwise set forth in the Order, risk on the Goods shall pass from Supplier to Buyer upon delivery of the Goods in accordance with the Incoterm designated in the Order. However, where Services are to be performed on those Goods as part of the same Order, the risk shall not pass until the completion of such Services. If the Order does not specify an Incoterm, the default Incoterm shall be DDP (Delivered Duty Paid, Incoterms 2020). Failure of Supplier to comply with the specified Incoterm shall result in Supplier bearing all resulting transportation charges, costs

and expenses. Risk of loss or damage in transit prior to actual delivery of the Goods shall be borne by Supplier, notwithstanding any indication to the contrary, including any agreement to pay freight, express or other transportation or insurance charges. If any delivered Goods do not strictly comply with the Agreement, Supplier shall remain liable for them and bear all risks in relation to them, except if Buyer, with full knowledge of the non-compliance, chooses, in writing, to accept and retain those Goods.

7.2 Title. Full title to the Goods shall pass upon the delivery of said Goods, or full payment, whichever occurs first.

8. DELAYS - NON-PERFORMANCE

8.1 General. Time is of the essence of this Order. Delivery of the Goods and performance of the Services must be effected on the date specified in the Order, in strict accordance with the schedule or delivery date instructed by Buyer. The signature by Buyer, or any of its representatives, of any document acknowledging delivery of the Goods or performance of the Services shall not constitute or be interpreted in any way as implying acceptance of the Goods or Services or as an acknowledgment or representation that such Goods and Services, or the circumstances of their delivery, comply with the Agreement, and shall not relieve Supplier of any of its responsibilities or liabilities under the Agreement.

8.2 Delivery of the Goods. If the quantity delivered, or the time, place or any other circumstances of the delivery of the Goods do not strictly comply with the Agreement for any reasons, other than a Force Majeure event or without the prior written consent of Buyer, Buyer may, at its sole discretion, upon delivery or within a reasonable time after having fully acknowledged the non-compliance: (a) accept and retain all or any of such Goods; (b) reject all or any of the Goods (including compliant Goods), and in this case: Buyer may require Supplier to (i) deliver Goods in substitution for such rejected Goods, and Supplier shall ensure that the substituted Goods strictly comply with the requirements of the Agreement and are delivered by the most expeditious means of transportation, including airfreight, without any additional cost to Buyer, or (ii) refund any amount which has been paid in respect of the rejected Goods; (c) terminate the Agreement, and/or (d) claim damages for additional costs or losses attributable to Supplier's non-compliance.

8.3 Non-conforming Services. If Services fail to comply with the Agreement, for any reason other than a Force Majeure Event or Buyer's prior written consent, Buyer may, at its sole discretion: (a) accept all or part of the Services; (b) reject all or part of the Services, whereupon: (i) Supplier shall immediately re-perform the Services at no additional cost; or (ii) Supplier shall refund any payments for rejected Services; (c) engage a third-party to perform the Services at Supplier's risk and expense if Supplier fails to satisfactorily re-perform; (d) terminate the Agreement, and/or (e) claim damages for additional costs or losses attributable to Supplier's non-compliance.

8.4 Liquidated damages. Notwithstanding any action that may have been taken by Buyer pursuant to this Section, Supplier shall indemnify and hold harmless Buyer for any loss, damages and claims it may suffer. In addition, Buyer shall recover such liquidated damages as specified in the Order. The parties agree that such liquidated damages, which may be imposed on Supplier for each day/week (or part thereof) of delay in delivery or failure to meet the performance criteria, as set forth in the Order, (i) are a genuine reasonable pre-estimate of the damages Buyer may suffer as a result of delay or non-performance and are not to be assessed as a penalty, and (ii) do not preclude Buyer's right to other remedies, damages and choices arising out of the breach of the Agreement by Supplier. Any sums due to Buyer by way of delay or non-performance damages may be deducted from payments due to Supplier or from the Financial Guarantee, if any.

8.5 Change of schedule. If Supplier intends to deliver the Goods prior to the delivery date(s) or perform the Services earlier than the schedule stipulated in the Order, Supplier must notify Buyer in writing in sufficient time for Buyer to confirm that early delivery or performance is acceptable to Buyer, in its sole and absolute discretion, and arrange for receiving the Goods and/or allowing the performance of the Services. If Buyer determines that such early delivery or performance is not acceptable, Supplier shall be responsible for and bear the cost of safely storing the Goods (including the protection and preservation of same) until the original scheduled delivery date or the cost of mobilising/demobilising Personnel until the original scheduled services' performance date. Buyer may request Supplier to postpone the delivery of the Goods and/or performance of the Services. In such event, Buyer and Supplier shall mutually agree in good faith upon a new delivery date and any additional direct and documented costs to be incurred by Supplier.

9. WARRANTY

Supplier expressly warrants that all Goods and Services provided pursuant to this Agreement shall (i) conform to the Agreement and any specifications, drawings, samples, models or other descriptions furnished or adopted by Buyer, (ii) be free from all defects in material and workmanship and all defects in or due to design, (iii) be free and clear of all claims, liens and encumbrances and of any

infringement of third-party intellectual property rights; (iv) be new and of merchantable quality, (v) be fit for the particular purpose and use intended and (vi) be performed with the highest degree of professionalism and best industry practices. Upon Buyer's request and instruction Supplier shall, at its sole risk and expense, inspect, repair, replace, remove or reperform on site, all or any part of any defective or non conforming Goods and/or Services covered by the warranties expressed or implied in an Order (a) for twenty-four (24) months from the date on which the plant/installation has successfully passed all performance and operational tests required by the end user for commercial operation or (b) for forty-eight (48) months from the date of delivery of the Goods or performance of the Services, whichever period expires the latest. Supplier acknowledges and agrees that the aforesaid warranties extend to any defective Services, repair or replacement of the Goods shall be extended for an additional twenty-four (24) months starting upon the operational use of the Goods following such repair or replacement. For any warranty repair, replacement, or reperformance of Services, Supplier, at its sole cost and expense, shall perform any tests requested by Buyer to verify conformance that the warranty repair, replacement of re-performance strictly conforms with the specifications and Supplier's obligations under the Agreement. Should Supplier fail to remedy any default within a period to be determined by Buyer which shall not exceed 10 calendar days period from Buyer's notification, Buyer may, at its own discretion, remedy such defective Goods and/or Services (by repair, replacement or reperformance) at Supplier's risk, cost and expenses. Supplier or any of its Affiliates shall not, directly or indirectly, sell or provide any goods or service to Buyer's customers in connection with the Goods and Services covered by this Agreement without the prior written approval of Buyer.

10. CUSTOM DESIGNED GOODS

10.1 Buyer's approval. Buyer's review and approval of drawings submitted by Supplier shall be limited to assessing general conformity with the specifications. Such approval shall not constitute approval of any dimensions, quantities or details of the material shown by such drawings and shall not relieve Supplier from its responsibility and obligation to comply with all specifications contained in the Order and further documents. Buyer retains the right of final approval for all finished products.

10.2 Alterations to Order. Where Buyer orders Goods to be manufactured other than in strict accordance with full and detailed specifications (including weights, dimensions, capacities, performance ratings, prices and other relevant data) provided in catalogs, prospectuses, circulars, advertisements, illustrated matter, price lists or other such material available to Supplier, Supplier shall provide Buyer with full and detailed specifications for review prior to manufacturing. Buyer may reasonably request modifications of and/or reject such specifications. Supplier shall remain fully responsible for manufacturing and compliance with the final specifications reviewed by Buyer. Buyer may at any time, by written notice, make alterations of any sort to the Order for the Goods, except in relation to such of those Goods that are in the process of being manufactured. If the alteration substantially increases the cost of manufacture, the parties shall proceed as follows. (a) Supplier shall, before the expiration of seven (7) days after Buyer's notice or before the commencement of manufacture, whichever first occurs, require a reasonable and appropriate increase in the price of those Goods by written notice. (b) If Buyer does not, within seven (7) days after such notice, agree in writing to the proposed increase, Supplier may, within three (3) days by notice in writing, terminate the Order to the extent that it concerns Goods to which the alteration relates, and to that extent the price in respect of the Order shall not be payable. (c) If Supplier does not terminate the Order, then it shall proceed with manufacture of those Goods in accordance with the Order as altered and at the price previously agreed. (d) In any event, neither party shall have any right to receive any compensation, damages or indemnity of any sort for loss resulting from the alteration or from Buyer' not agreeing to a price increase or from any such termination.

10.3 Timetable. Supplier shall also submit to Buyer an appropriate written timetable for manufacture and delivery, and shall manufacture and deliver those Goods in accordance with that timetable. Supplier shall submit to Buyer within seven (7) days of the end of each calendar month a progress report detailing the progress of manufacture and delivery against the timetable referred to in this Section.

11. INSPECTION - QUALITY

11.1 Inspection. Buyer shall have the right to inspect and test the Goods at any time during manufacture, prior to shipment and/or within a reasonable time after arrival at the ultimate destination. The making or failure to make any inspection or payment for the Goods, shall in no way impair Buyer's right to reject or revoke its acceptance of nonconforming Goods, or to avail itself of any other remedies to which Buyer may be entitled, notwithstanding Buyer's knowledge of the nonconformity, its substantiality or the ease of its discovery. Supplier shall pay the cost of inspecting and testing of Goods rejected as not conforming to the Order and all transportation and handling charges thereon.

11.2 Quality. When requested by Buyer, Supplier shall promptly submit real-time production and process data ("Quality Data") in the form and manner requested by Buyer. Supplier shall provide and maintain an inspection, testing and process control system ("Supplier's Quality System") covering the Goods and/or Services provided hereunder that is acceptable to Buyer and its customer and complies with Buyer's quality policy, quality requirements in the Agreement and/or other quality requirements that are otherwise agreed to in writing by the parties ("Quality Requirements"). Acceptance of Supplier's Quality System by Buyer does not alter Supplier's obligations and/or liability under the Agreement, including Supplier's obligations regarding its sub-suppliers and subcontractors. If Supplier's Quality System fails to comply with the Terms of the Agreement, Buyer may require additional quality assurance measures at Supplier's expense necessary to meet the Quality Requirements. Supplier shall keep complete records relating to Supplier's Quality System, including all testing and inspection data and shall make such records available to Buyer for the longer of: (a) three (3) years after completion of an Order; (b) such period as set forth in the Order or the specifications applicable to an Order; or (c) such period as required by applicable law. If Supplier is not the manufacturer of the Goods, Supplier shall certify the traceability of the Goods to the original equipment manufacturer on the certificate of conformance. If Supplier cannot certify traceability of the Goods, Supplier shall not ship such Goods to Buyer without obtaining Buyer's written consent. Any review or approval of drawings by Buyer shall be for Supplier's convenience and shall not relieve Supplier of its responsibility to meet all requirements of an Order.

11.3 Product recall. If a recall is required by applicable law, or Buyer or Supplier reasonably determines that a recall is advisable based on the fact that the Goods create a potential safety hazard, the parties shall promptly communicate such facts to each other. At Buyer's request, Supplier shall promptly develop a corrective action plan, which shall include all actions required to recall and/or repair the Goods and any actions required by applicable law ("Corrective Action Plan") for Buyer's review and approval. At Buyer's election, Buyer may develop the Corrective Action Plan. Supplier and Buyer agree to cooperate and work together in good faith to ensure that the Corrective Action Plan is acceptable to both parties. In no event shall Buyer and Supplier's failure to agree on the Corrective Action Plan delay the timely notification of a potential safety hazard to users of the Goods or cause either party to be non-compliant with applicable law. Supplier and Buyer shall cooperate with and assist each other in any corrective actions and/or filings. To the extent a recall is determined to have been caused by a defect, non conformance or non-compliance, which is the responsibility of Supplier, Supplier shall indemnify and hold harmless Buyer from all reasonable costs and expenses incurred in connection with any recall, repair, replacement or refund program, including all costs related to: (i) investigating and/or inspecting the affected Goods; (ii) notifying Buyer's customers; (iii) repairing, repurchasing, replacing, packing and shipping the recalled Goods; and (iv) media notification. Each party shall consult the other before making any statements to the public or a governmental agency relating to such recall or potential safety hazards, except where such consultation would prevent timely notification required by law.

12.. BUYER'S PROPERTY

The entrustment to Supplier of possession of goods and materials owned by Buyer ("Buyer's Property"), pursuant to this Agreement, is for the sole purpose of allowing work to be performed on or with Buyer's Property and does not transfer, ownership, title, right or any other interest in Buyer's Property. Buyer's Property shall be accepted by Supplier "AS IS" basis without any implied or express warranties whatsoever and be used by Supplier at its own risk. Supplier shall: (i) keep Buyer's Property free of encumbrances and insured at its expense at an amount equal to the replacement cost thereof; (ii) mark and keep separate Buyer's Property from its own goods; (iii) use Buyer's Property only to execute the Agreement; (iv) use it in accordance with the user manual and/or Buyer instructions for use, as the case may be; (v) return such property in the same condition as originally received by Supplier, reasonable wear and tear excepted. Supplier agrees that Buyer's Property shall not be subject to any lien or possessory interest of any third-party and to indemnify and hold harmless Buyer from any damages, costs and expenses, including reasonable attorney fees, incurred by Buyer, resulting from (a) a transfer by Supplier of; or (b) any third-party claim to, any interest in Buyer's Property entrusted to Supplier pursuant to this Agreement. Should Supplier, without Buyer's prior written consent and authorization, design or manufacture for sale to any person or entity other than Buyer any goods that are substantially similar to, or which reasonably can substitute for or repair, a Good, Buyer, in any adjudication or otherwise, Buyer may require Supplier to establish by clear and convincing evidence that neither Supplier nor any of its Personnel used, in whole or in part, directly or indirectly, any of Buyer's Property, in such design or manufacture of such goods.

13. INTELLECTUAL PROPERTY

13.1 General. Buyer hereby grants a non-exclusive, non-assignable, non-sublicensable, royalty-free license, which is revocable with or without cause at any time, to Supplier to use any information, drawings, specifications, computer software, know how and other data furnished or paid for by Buyer hereunder for the sole purpose of providing the Goods and Services that Supplier provides to Buyer pursuant to the Agreement. The parties agree that each party exclusively owns all intellectual property it had prior to the commencement of any work under the Agreement. However, Buyer shall own exclusively all rights in ideas, inventions, works of authorship, strategies, plans and data created in or resulting from Supplier's performance under the Agreement, including all patent rights, copyrights, moral rights, rights in proprietary information, database rights, trademark rights and other intellectual property rights (collectively, "Buyer's IP Rights"). All such intellectual property that is protectable by copyright shall be considered "work(s) made for hire" for Buyer (as defined in the U.S. Copyright Act (17 U.S.C. § 101)) or Supplier shall give Buyer "first owner" status related to the work(s) under local copyright law where the work(s) was created. If by operation of law, any such intellectual property is not owned in its entirety by Buyer automatically upon creation, then Supplier hereby transfers and assigns to Buyer, the entire right, title and interest throughout the world to such intellectual property. Supplier further agrees to enter into and execute any documents that may be required to transfer or assign ownership in and to any such intellectual property to Buyer.

13.2 Buyer proprietary information. Data, drawings, specifications, or other technical or commercial information furnished directly or indirectly, in writing or otherwise, to Supplier by Buyer pursuant to the Agreement shall not be construed as granting any rights whatsoever, express or implied, under any patents or other intellectual property right of Buyer.

13.3 Embedded Software. To the extent any Goods contain any software necessary for operation of Goods and embedded in and delivered as an integral part of Goods ("Embedded Software") that is not Buyer's property, no title to such Embedded Software shall pass to Buyer, and Supplier shall grant Buyer, its customers and all other users a non-exclusive worldwide, irrevocable, perpetual, royalty-free right to use, load, install, execute, demonstrate, market, test, resell, sublicense and distribute such Embedded Software as an integral part of such Goods or for servicing the Goods. If such Embedded Software or any part thereof is owned by a third party, prior to delivery, Supplier shall obtain such license from such third party owner.

13.4 Patent infringement. To the extent the Goods are not manufactured pursuant to a detailed design originated by Buyer, Supplier agrees to indemnify and hold harmless, Buyer, its successors, assigns, customers, and users of the Goods described herein against any and all loss, damage, or injury arising out of a claim or suit for alleged infringement of any letters patent granted by local government relating to the Goods and any apparatus or equipment furnished by Supplier hereunder. Supplier agrees that it will assume the defense or any and all such suits and pay all costs and expenses incidental thereto. Supplier shall, at its own expense, either procure on the benefits of Buyer an irrevocable, royalty-free license to continue using such Goods or, with Buyer prior written approval, replace the Goods with substantially equal but non-infringing goods or modify them so they become non-infringing, provided that no such replacement or modification shall in any way amend or relieve Supplier of its warranties and guarantees set forth in the Agreement.

14. CONFIDENTIALITY

All information and data exchanged between the parties (the "Confidential Information"), shall be considered and treated as strictly confidential. The party receiving Confidential Information (the "Receiving Party") shall (i) retain such information in strict confidence, (ii) use such information only in connection with performing its obligations under the Agreement, (iii) not disclose to any third party, or transfer directly or indirectly, any Confidential Information as otherwise agreed to in writing by the party disclosing the Confidential Information (the "Disclosing Party"), and (iv) limit access of the Confidential Information to such of its employees, agents, or other representatives ("Personnel") or Affiliates who require such information in furtherance of this Agreement, and who have been, prior to any disclosure, informed of, and have agreed to abide by, the confidentiality obligations stated in this Section. The Receiving Party shall be responsible for any breach of the foregoing restrictions by any of its Personnel or Affiliates. The Receiving Party shall immediately notify the Disclosing Party in writing of any misuse, disclosure or misappropriation, known or suspected, of the Disclosing Party's Confidential Information as soon as the Receiving Party is aware of such misuse, disclosure or misappropriation of the Confidential Information. In such case, the Receiving Party shall use any reasonable means to cooperate with the Disclosing Party to enable it to retrieve its Confidential Information. Notwithstanding any other provision of this Agreement, the Receiving Party may disclose Confidential Information (i) if legally required to do so, provided that the Receiving Party shall have promptly notified the Disclosing

Party, unless such notice is prohibited by law, of any judicial, administrative or other legal process purporting to require disclosure and shall have reasonably cooperated with the Disclosing Party's attempts, at the Disclosing Party's expense, to participate in such process for the purpose of preventing or limiting the disclosure, and (ii) as necessary to perform its obligations under this Agreement, including the disclosure of such Confidential Information, after prior written agreement of the Disclosing Party, to end user(s) of the Goods as required in connection with such end user's ownership, operation and maintenance of the Goods. Upon termination of the Agreement, the Receiving Party agrees to return to the Disclosing Party or destroy all writings or other materials containing, referring to, or summarizing Confidential Information. For greater certainty, Supplier shall not publish or disseminate any information, whether confidential or not, related to the Agreement on social networks, web, magazines, and any type of medium, as well as using the name and/or logos related to Veolia, Veolia's customers, or Veolia's partners, without an express and prior written authorization from Buyer. Supplier shall not be entitled to use, dispose of, disclose, publish, and reproduce such Confidential Information during and for a period of ten (10) years after the expiry of the Agreement.

15. INSURANCE

15.1. Insurance coverage. Unless otherwise stated in the Order, Supplier shall provide and maintain at its cost, for the duration of the Agreement and for a period of six (6) years from the date of delivery of the Goods or performance of the Services, or until the fulfillment of its obligations whichever comes the latest, through insurers with a minimum A.M. Best rating of A- VII or S&P A or equivalent and licensed in the jurisdiction where the Goods are delivered and/or where Services are performed, for insurance including: (a) a general liability insurance, in the minimum amount of EUR €5,000,000.00 per occurrence with coverage for: (i) bodily injury/property damage; (ii) personal injury; and (iii) products/completed operations liability, including coverage for contractual liability insuring the liabilities assumed in the Agreement; (b) insurance in respect of the Goods until the end of the warranty of such Goods and (c) any other insurance that may be required in form and amount which, in Buyer's opinion, are adequate to perform the Agreement. Supplier shall indemnify and hold Buyer harmless from and against all claims, losses, damages or expenses of any nature whatsoever caused by or in connection with the Goods supplied, Services performed, performance of or any failure to meet its obligations under the Agreement by Supplier exceeding Supplier's insurance coverage limits provided.

15.2. Insurance certificates. Supplier shall submit to Buyer, upon request, detailed insurance certificates or any other documents demonstrating that the required insurance policies are in place. The certificate(s) of insurance shall reference that the required coverage extensions are included on the required policies. Upon request by Buyer, copies of endorsements evidencing the required additional insured status, waiver of subrogation provision and/or loss payee status shall be attached to the certificate(s) of insurance. Acceptance of such certificate(s), which are not compliant with the stipulated coverages, shall in no way whatsoever imply that Buyer has waived its insurance requirements or any other obligations set forth herein. If Supplier fails to provide the required insurance cover in accordance with the Agreement, or fails to provide satisfactory evidence of this cover, Buyer may at its option take out the relevant cover in the name of Supplier and the Price shall be adjusted accordingly.

15.3. Deductibles. The application and payment of any self-insured retention or deductible on any policy carried by Supplier shall be the sole responsibility of Supplier.

16. FORCE MAJEURE

For the purposes of this Agreement, a "Force Majeure Event" means any event or circumstance which (i) was unforeseeable or was not already in existence as of the date of issuance of the Order, (ii) is beyond the reasonable control of the party affected by it, occurring through no fault of such party and (iii) could not have been avoided, prevented, provided against or overcome by exercising reasonable care and/or diligence or by making commercially reasonable alternative arrangements. Examples of Force Majeure Events include, but are not limited to: a) natural catastrophes such as hurricanes, tornados, typhoons, earthquakes, floods or fires; b) acts of terrorism, war, hostilities, invasions, insurrections, riots, terrorism, vandalism, sabotage, epidemics or pandemics; c) restraints by any public authority or governmental agency; d) strikes or other labor disturbances which are the result or part of a general industry labor strike or disturbance; or e) embargoes, acts of any person or entity engaged in subversive activity. Neither party shall be liable for any delay in performing, or failure to perform its obligations hereunder if such delay or failure solely and directly results from a Force Majeure Event, provided the party affected by it has given written notice to the other party within 10 days from the commencement of the Force Majeure Event, specifying i) the obligations, the performance of which is or will be delayed or prevented, and ii) any contemporary records and other supporting particulars which substantiate the occurrence and effects of the

Force Majeure Event on the affected party. The parties shall meet as soon as reasonably possible after receipt of such notice to discuss in good faith of the measures to be taken to mitigate the effects of the Force Majeure Event. If the period of suspension lasts longer than thirty (30) days, then the unaffected party may at any time terminate this Agreement immediately without penalty, liability or further obligation.

17. ASSIGNMENT AND SUBCONTRACTING

Supplier shall in no event assign, delegate, subcontract, or transfer (including by change of ownership or control, by operation of law or otherwise) the Agreement or any of its rights or obligations thereunder, without Buyer's prior written consent. Should Buyer consent to Supplier's assignment, Supplier shall ensure that such assignee or subcontractor shall be bound by the terms of this Agreement and Supplier shall remain fully responsible and liable for the performance of all obligations under this Agreement. Subject to the foregoing, the Agreement shall be binding upon and inure to the benefit of the parties, their respective successors and permitted assigns.

18. GOVERNMENT CONTRACTS

If Supplier is located in the United States, Supplier hereby agrees to comply with the provisions of the equal opportunity clause of Executive Order 11246 which are incorporated by reference herein. Supplier also agrees to comply with the requirements of the affirmative action clauses set out at 41 C.F.R. 60-250.4 and 41 C.F.R. 60-741.4, which are incorporated by reference herein. These Equal Employment Opportunity and Affirmative Action clauses are binding where applicable.

19. NON-SOLICITATION/NON-COLLUSION

19.1 Non-solicitation. During the provision of Services, work on or shipment of the Goods which is the subject of this Order, and for a period of twelve (12) months following completion of such Services, work on the Goods or shipment of the Goods, neither Supplier nor any of its Affiliates may, without the prior written consent of Buyer, directly or indirectly, entice or solicit an employee of Buyer who is engaged in performing work in connection with the Order, to cease employment with Buyer. Nothing in the foregoing provision prevents Supplier from (a) advertising publicly to recruit employees in any capacity; or (b) interviewing with or offering employment to any employee of Buyer, who first applied for a publicly advertised position with Supplier, and recruiting such employee after the employee becomes free of any covenants that may have survived the contract or relationship of employment with Buyer.

19.2 Non-collusion. Supplier represents and warrants that Supplier has not and will not, directly or indirectly, enter into any agreement, participate in a collusion or otherwise take any action in restraint of free or competitive bidding, including, but not limited to, any offer or promise of future business opportunity by or for any bidders associated with this Agreement.

20. RECORDS AND AUDIT RIGHTS

20.1 Records. Supplier shall maintain in accordance with generally accepted accounting principles, quality standards and industry practices, accurate and complete books and records, findings, metrics and other documentation (both physical and electronic) as well as an inspection and process control system covering any Services provided hereunder that is necessary to enable Supplier to demonstrate Supplier's full compliance with this Agreement (the "Audit Materials"). Supplier acknowledges that Audit Materials encompass materials pertaining both to Supplier's accounting/billing practices and its performance of its obligations under this Agreement, including, its compliance with Buyer's policies and applicable laws. Supplier shall retain the Audit Materials for the later of: (i) the term of the Agreement and for a period of three (3) years after termination of the Agreement; (ii) resolution of any dispute in which the Audit Materials are relevant; and (iii) any additional time required by any governmental, judicial or regulatory authority (the "Retention Period").

20.2 Audit. Upon Buyer's written request during the Retention Period, Supplier shall allow Buyer (directly and/or through third parties) to audit and inspect Supplier's facilities and Audit Materials, as well as to copy any documentation related to Supplier's performance of its obligations under the Agreement or other applicable legal requirements. Each party shall bear its own costs and expenses associated with this audit. However, if an audit reveals an overpayment, overcharge, or quantitative discrepancy of three percent (3%) or more, Supplier shall promptly reimburse Buyer for both the full amount of such overpayment and all audit-related expenses incurred by Buyer. Such reimbursement shall be made either as a credit on Buyer's next invoice or, if no subsequent payment is due to Supplier, by direct payment to Buyer. All audit activities shall be conducted in a manner that minimizes disruption to Supplier's normal business operations.

21. CYBERSECURITY FOR GOODS WITH EXECUTABLE BINARY CODE

Supplier undertakes that all Goods that include executable binary code shall comply with the Product Cybersecurity Appendix found at <https://www.watertechnologies.com/Supplier-documents>.

21.1 Disabling Devices. In addition, Supplier shall deliver and maintain the Services and deliverables and Goods free from all disabling devices. For the purposes of this Agreement,

"Deliverables" shall mean any tangible and intangible goods, services, materials, work products, outputs, or results that are to be provided, developed, produced, or delivered by Supplier to Buyer under this Agreement and "Disabling Device" shall mean any software, hardware, device, technology or other means, the purpose or effect of which is to: (A) permit unauthorized access to, or to destroy, disrupt, disable, distort, or otherwise harm or impede in any manner, any (i) computer, software, firmware, hardware, system or network, or (ii) any application or function of any of the foregoing or the integrity, use or operation of any data processed thereby; or (B) prevent Buyer or any authorized user from accessing or using the Services as intended by this Agreement, and includes any virus, timer, clock, counter, time lock, time bomb, Trojan horse, worm, file infector, boot sector infector or other limiting design, instruction or routine that could, if triggered, erase data or programming or cause the resources to become inoperable or otherwise incapable of being used in substantially the same manner for which such resources were intended to be used. In addition to Buyer's other rights and remedies under this Agreement or otherwise at law or in equity, Supplier shall provide Buyer, free of charge, with any and all new versions, upgrades, updates, releases, maintenance releases, and error or bug fixes applicable to the Deliverables (collectively, "Revised Code") which prevents a breach of any of the warranties provided under this Agreement or corrects a breach of such warranties. Revised Code contained in Deliverables shall also be deemed to be a Deliverable.

21.2 Materials and Underlying Licenses. "Materials" includes, but is not limited to the following: systems; software, code, tools and tooling, mechanisms; mask works; compositions of matter, processes, ideas, inventions, know-how, trade secrets, developments, discoveries and improvements, data, textual matter, forms, lists, photographs, illustrations, audio and/or video, compilations of data and other content, designs, specifications, schematics, work and process flows, plans, models, prototypes, methodologies, interfaces, "look and feel," packaging, research, analyses, reports, procedures, techniques, and identifiers such as domain, business and/or product names, marks, logos, URL's, user and account names, social media presences and the like. "Open Source Materials" or "OSM" means any Materials that are distributed as "open source software" or "freeware" or are otherwise distributed publicly or made generally available in source code form. "Third Party Materials" or "3PM" means Materials the rights to which are owned in whole or in part by one or more third-party individuals or entities (and not by either party or its designees). "Underlying License" means any and all terms which are legally applicable to the use, disclosure, modification, incorporation, distribution (or other exercise of Intellectual Property Rights) in OSM or 3PM.

21.3 OSM and 3PM Disclosure, Approval, and Compliance. With Buyer's prior written approval, Supplier may provide any Deliverable to Buyer which uses or incorporates OSM or 3PM (or depends in any way upon OSM or 3PM) so long as: (a) Supplier cooperates with Buyer's security and proprietary rights assessments concerning OSM and 3PM; (b) Supplier validly holds and is in compliance with all Underlying Licenses necessary to use or incorporate the OSM or 3PM as specified in the Order; and (c) Supplier agrees, upon Buyer's request, to allow Buyer (or an approved third party inspector paid for by Supplier) to examine any Deliverable for OSM or 3PM, and provides Buyer with any related necessary assistance. If any 3PM incorporated into a Deliverable is not commercially available as a separate product offering, Supplier agrees to obtain for Buyer an Underlying License conveying a non-exclusive, royalty-free, perpetual, irrevocable, worldwide, fully paid-up, sublicensable (through all tiers) right which allows Buyer and its authorized designees to use the 3PM as incorporated, at no additional charge to Buyer. Supplier shall be responsible at its sole expense for remediating any technical or legal issues experienced by Buyer in connection with the use or incorporation of OSM or 3PM (including, but not limited to removing any OSM or 3PM incorporated without Buyer approval; reperforming Services or Deliverables; reimbursing Buyer for losses, costs and other direct damages related to the OSM or 3PM; and/or undertaking the fulfillment of obligations that might be imposed on Buyer by any applicable OSM or 3PM Underlying Licenses, or resolving conflicts among them). **21.4 Compliance with the Cyber Resilience Act.** For all Goods incorporating digital elements within the meaning of Regulation (EU) 2024/2847 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2024 on horizontal cybersecurity requirements for products with digital elements ("CRA"), Supplier warrants and undertakes that:

(a) Security by design. All Goods are designed, developed and produced in accordance with the essential cybersecurity requirements set out in Annex I to the CRA and are placed on the market without known exploitable vulnerabilities, in accordance with Article 13(1) CRA;

(b) Security updates. Supplier shall make security updates available free of charge for a minimum period of five (5) years from the date of delivery of the Goods, or for the expected product lifetime if shorter, in accordance with Article 13(8) CRA. Security updates shall

be made available in a manner that allows Buyer to deploy them effectively and promptly. Supplier shall provide advance notice to Buyer of any decision to discontinue security support prior to the expiry of the above period;

(c) Vulnerability disclosure and notification. Without prejudice to its obligations under Article 21bis.3 of this Agreement, Supplier shall, upon becoming aware of any actively exploited vulnerability affecting any Good supplied under this Agreement, notify the relevant national computer security incident response team ("CSIRT") and ENISA without undue delay and in any event within twenty-four (24) hours of such awareness, in accordance with Article 14 CRA. Supplier shall simultaneously notify Buyer of such vulnerability, providing details of the vulnerability, its potential impact on Buyer's systems, and the corrective measures being implemented or planned;

(d) Technical documentation and conformity. Supplier shall maintain up-to-date technical documentation and a valid EU Declaration of Conformity for all Goods subject to the CRA, in accordance with Articles 28 to 32 CRA, and shall make such documentation available to Buyer upon request;

(e) Coordinated vulnerability disclosure. Supplier shall implement and maintain a documented policy for coordinated vulnerability disclosure in accordance with Article 13(6) CRA, and shall make information on the policy available to Buyer upon request.

21bis. CYBERSECURITY — NIS2 COMPLIANCE AND SUPPLY CHAIN SECURITY

21bis.1 Acknowledgment of Regulatory Context. Supplier acknowledges that Buyer may qualify as an essential entity or an important entity within the meaning of Directive (EU) 2022/2555 of the European Parliament and of the Council of 14 December 2022 on measures for a high common level of cybersecurity across the Union ("NIS2 Directive"), in particular as an operator of critical infrastructure in the water sector. Supplier further acknowledges that Buyer is required, pursuant to Article 21(2)(d) of the NIS2 Directive, to address security in supply chain relationships, including imposing appropriate cybersecurity requirements on its suppliers of products and services.

21bis.2 Supplier Cybersecurity Obligations. Supplier shall implement and maintain appropriate and proportionate technical and organisational cybersecurity measures, commensurate with the risks posed by the Goods and/or Services provided under this Agreement, including as a minimum: (a) policies and procedures for risk analysis and information systems security; (b) measures ensuring the ability to handle incidents, including business continuity and disaster recovery measures appropriate to the nature of the Goods and/or Services; (c) supply chain security measures, including security requirements applicable to Supplier's own sub-suppliers and sub-processors; (d) measures relating to the security of network and information systems throughout their lifecycle, including policies on the use of cryptography and encryption where appropriate; (e) policies on access control and asset management, including management of vulnerabilities in hard- and software. Supplier shall, upon Buyer's reasonable request, provide documentary evidence of the cybersecurity measures implemented, including through completion of a self-assessment questionnaire or participation in an audit conducted by or on behalf of Buyer.

21bis.3 Notification of Cybersecurity Incidents. Supplier shall notify Buyer of any significant cybersecurity incident affecting its networks, information systems, products or services that could impact the security or continuity of the Goods and/or Services provided to Buyer under this Agreement. Such notification shall be made without undue delay and in any event within twenty-four (24) hours of Supplier becoming aware of such incident. The notification shall include:

(a) a description of the nature and scope of the incident, including the systems, services and data potentially affected;

(b) an initial assessment of the impact on Buyer and on the Goods and/or Services;

(c) the corrective and mitigating measures taken or planned. Supplier shall provide Buyer with timely updates as additional information becomes available and shall cooperate fully with Buyer in the management and remediation of such incident. Supplier shall further assist Buyer in meeting any reporting obligations that Buyer may have under applicable law, including under the NIS2 Directive.

21bis.4 Cybersecurity Assessments. Supplier shall, upon Buyer's reasonable written request, participate in cybersecurity assessments or provide a third-party security audit report (such as ISO 27001 certification, SOC 2 Type II report, or equivalent) demonstrating the adequacy of its cybersecurity measures. Such assessments shall be conducted in a manner that minimises disruption to Supplier's normal business operations.

21bis.5 Sub-supply Chain. Supplier shall impose cybersecurity requirements equivalent to those set out in this Article on its own sub-suppliers and subcontractors involved in the delivery of Goods and/or Services to Buyer and shall remain fully liable for their compliance with such requirements.

21bis.6 Integration with Product Cybersecurity Appendix. The Product Cybersecurity Appendix referenced in Article 21 of this

Agreement is incorporated by reference herein and forms an integral part of this Agreement. Supplier confirms that it has read and agrees to comply with the version of the Product Cybersecurity Appendix in effect at the date of the Order. Any modification to the Product Cybersecurity Appendix shall require Buyer's prior written consent to be enforceable against Buyer. In the event of any conflict between the Product Cybersecurity Appendix and this Article 21bis, this Article 21bis shall prevail.

22. SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Buyer applies a sustainable development policy which aims to promote human rights, to facilitate social welfare and to preserve the environment. In this context, Supplier undertakes to strictly adhere to applicable regulations and the standards fixed by Buyer, with regard to Sustainable Development, the declaration of commitment to Diversity and in the declaration of Commitment to accident Prevention and Health & Safety. Compliance with this sustainable development clause constitutes one of the essential obligations of any Order entered into.

22.1 Respecting ethics and labor law regulations. Supplier undertakes to comply with the Universal Declaration of Human Rights and the United Nations Convention on the Rights of the Child, as well as the International Labour Organization conventions. Supplier further undertakes to comply with all the applicable labour law regulations, including regulations governing undeclared work, child labour, forced labour and labor union rights (i.e., Collective Bargaining Agreements). Supplier undertakes to comply with the Prevention, Health & Safety policy in effect at Buyer, in particular as regards the safety regulations applicable in the workplace, to deliver Goods and Services in conditions that do not compromise the health and safety of its own employees as well as to the employees of Buyer, and to strive to continue to improve the health and working conditions of its employees. Supplier undertakes to comply with the principles of the Diversity Action Plan implemented at Veolia, which is based on the principle that promoting pluralism and the search for diversity via recruitment and career management is a progress factor for the company. Supplier undertakes to comply with all applicable legislation concerning non-discrimination, whether direct or indirect (within the framework of its internal management, and in particular in terms of human resources, at each stage of the assignments entrusted to it by Buyer), and ensure that its Personnel are familiar with and promote the principles of non-discrimination. Supplier also undertakes to ensure that its own suppliers and subcontractors undertake the same obligations.

22.2 Protection of the environment. Supplier undertakes to engage in strict adherence to regulations relating to the protection of the environment and to implement any and all action(s) necessary to reduce its impact on the environment, in particular via the reduction of its consumption of energy and primary resources; the reduction of waste introduced into water, the air or the ground; the elimination of accidental pollution/contamination; the reduction of waste generated by its activity and the traceability of its elimination; controlling the impact and emission of substances that are dangerous for the environment and for health. Supplier also undertakes not to use any subcontractors who do not agree to adhere to these obligations.

22.3 Monitoring of the actions taken by Supplier. Supplier undertakes to inform Buyer regarding the current state of progress of its actions in terms of sustainable development and to update this data on a yearly basis. Within the framework of the steps taken by Buyer to evaluate sustainable development actions implemented by its suppliers, Supplier agrees to be evaluated and undertakes to make available to Buyer all the information and resources which may be required to ensure compliance. Supplier also undertakes to take into account recommendations made following such evaluations, and to take any and all action(s) necessary to ensure compliance and/or improvement.

23. ANTI-CORRUPTION COMPLIANCE

In performing this Agreement, the parties hereby undertake to strictly comply with applicable laws prohibiting the bribery of public officials and private persons, influence peddling, money laundering, that may in particular entail a public contract debarment, including the 1977 Foreign Corrupt Practices Act of the United States, the 2010 UK Bribery Act and the 2016 French anti-corruption law "Sapin". Supplier undertakes to put in place and implement all necessary and reasonable policies and measures to prevent corruption. Supplier declares that, to its knowledge, its legal representatives, directors, employees, agents, and anyone performing Services for or on behalf of Buyer pursuant to this Agreement, do not and will not, directly or indirectly, offer, give, agree to give, authorize, solicit, or accept the giving of money or anything else of value or grant any advantage or gift to any person, company or undertaking whatsoever including any government official or employee, political party official, candidate for political office, person holding a legislative, administrative or judicial position of any kind for or on behalf of any country, public agency or state owned company, official of a public national or international organization, for the purpose of corruptly influencing such person in their official capacity, or for the purpose of

rewarding or inducing the improper performance of a relevant function or activity by any person in order to obtain or retain any business for Buyer or to gain any advantage in the conduct of business for Buyer. Supplier agrees to notify any breach of any term of this clause, to Buyer within a reasonable time. If Buyer notifies Supplier that it has reasonable grounds to believe that Supplier has breached any term of this clause: (a) Buyer is entitled to suspend performance of this Agreement without notice for as long as Buyer considers necessary to investigate the relevant conduct without incurring any liability or obligation to Supplier for such suspension; (b) Supplier is obliged to take all reasonable steps to prevent the loss or destruction of any documentary evidence in relation to the relevant conduct. If Supplier breaches any term of this clause, Buyer may immediately terminate this Agreement without notice and without incurring any liability. Supplier shall indemnify Buyer, to the maximum extent permitted by law, for any loss, damages, or expenses incurred or suffered by Buyer arising out of such breach. If Supplier gives or offers to give a bribe, gift, gratuity or commission as an inducement or reward to any person (i) for doing or for bearing to do any acting in relation to the Agreement or (ii) for showing or forbearing to show favor of disfavor to any person in relation to this Agreement, then Buyer may immediately terminate the Agreement in accordance with Section 28.2.

24. COMPLIANCE WITH LAWS - SANCTIONS - EXPORT CONTROL AND TRADE LAWS

Supplier represents and agrees that the Goods and/or Services herein described have not been and will not be manufactured, sold, provided, priced or transported in violation of any foreign, federal, state, or local law, or any lawful order, rule or regulation issued thereunder, including but not limited to US, UK, and EU Export Control laws and regulations, and US, UK and EU Sanctions. For the avoidance of doubt, “Sanctions” shall mean the international economic and financial sanctions (i.e. trade embargoes, asset freezes and other similar restrictions on doing business with a country, territory or person) that are administered, enacted or enforced by the U.S. Treasury Department’s Office of Foreign Assets Control (“OFAC”), His Majesty’s Treasury or any other Governmental Authority of the United States, United Nations, European Union, any member state thereof, the United Kingdom, and/or of the country of use of the Goods (the “Sanctions Authorities”). Supplier represents and warrants to Buyer that none of its Affiliates, subsidiaries, parent company, and ultimate parent company is under the scope of Sanctions, and that none of its directors, officers, and shareholders is a person that is the target of Sanctions that would prevent Supplier from performing under this Agreement in compliance with the above mentioned laws and regulations. Furthermore, Goods, Services and technical data, drawings, documents specification design and plan associated with or any derivatives therefrom, may be subject to any relevant export control or embargo laws and regulations. The parties represent and warrant that no product, service, component, spare-part, consumable and any amount arising from this Agreement will not, neither directly nor indirectly, relate to entities or natural persons located in North Korea, Iran, Afghanistan, Belarus, Cuba, Russia, Crimea, Donetsk and Luhansk regions of Ukraine, Myanmar, Syria, Transnistria, and Venezuela. Furthermore, Supplier represents and warrants that (i) it is not located and does not operate in, and will not use any goods or services from, any country or region subject to restrictions or embargoes under Sanctions (currently including North Korea, Iran, Afghanistan, Belarus, Cuba, Russia, Crimea, Donetsk and Luhansk regions of Ukraine, Myanmar, Syria, Transnistria, and Venezuela but as may evolve from time to time) and will not provide any such goods or services to any individual or entity subject to Sanctions; (ii) it is not involved whether directly or not in the design, development, or production of nuclear, chemical, or biological weapons, or rocket systems, space launch vehicles, sounding rockets, unmanned air vehicle systems, or in any other manner prohibited by the Sanctions or any applicable trade laws; and (iii) it is not prohibited in any manner from participating in transactions within the scope of this Agreement by any government agency. In case of breach of the above representations and warranties, and/or if Supplier (including any of its Affiliates) was to be the subject of Sanctions, then Supplier acknowledges and agrees that Buyer shall be entitled to immediately suspend or terminate this Agreement without incurring any liabilities whatsoever towards Supplier. The provisions of this Section will survive the expiration or termination of this Agreement for any reason.

25. DATA PRIVACY COMPLIANCE

25.1 Role Qualification. Where, in the performance of this Agreement, Supplier processes personal data on behalf of Buyer, the parties acknowledge and agree that Buyer acts as data controller and Supplier acts as data processor within the meaning of Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data (“GDPR”). This Article 25 constitutes the data processing agreement required under Article 28 GDPR.

25.2 Scope of Personal Data Processed. The obligations set forth in this Article apply to all processing of personal data carried out by

Supplier on behalf of Buyer in connection with the performance of this Agreement, including, without limitation, personal data relating to Buyer’s legal representatives, directors, employees, agents, clients, end-users, and any other individuals whose data is processed in the course of delivering the Goods and/or Services, regardless of whether such individuals are directly identified in this Agreement.

25.3 Processing Instructions. Supplier shall:

(a) process personal data only on documented instructions from Buyer, including with regard to transfers of personal data to a third country or an international organisation, unless required to do so by applicable law, in which case Supplier shall inform Buyer of that legal requirement prior to processing, unless the law prohibits such information on grounds of public interest; (b) process personal data solely for the purposes specified in this Agreement and for no other purpose; (c) immediately notify Buyer if, in Supplier’s reasonable opinion, any instruction from Buyer infringes applicable data protection laws, including the GDPR.

25.4 Confidentiality. Supplier shall ensure that persons authorised to process personal data on behalf of Buyer have committed themselves to confidentiality or are under an appropriate statutory obligation of confidentiality. Supplier shall ensure that access to personal data is restricted to those persons who need access for the purposes of performing this Agreement.

25.5 Security Measures. Supplier shall implement and maintain appropriate technical and organisational measures to ensure a level of security appropriate to the risk, in accordance with Article 32 GDPR, having regard to the state of the art, the costs of implementation, and the nature, scope, context and purposes of processing, as well as the risk of varying likelihood and severity for the rights and freedoms of natural persons. Such measures shall include, as appropriate:

- (a) the pseudonymisation and encryption of personal data;
- (b) the ability to ensure the ongoing confidentiality, integrity, availability and resilience of processing systems and services;
- (c) the ability to restore the availability and access to personal data in a timely manner in the event of a physical or technical incident;
- (d) a process for regularly testing, assessing and evaluating the effectiveness of technical and organisational measures for ensuring the security of the processing.

25.6 Sub-processors. Supplier shall not engage any sub-processor without the prior specific written authorisation of Buyer. Supplier shall notify Buyer of any intended changes concerning the addition or replacement of sub-processors, thereby giving Buyer the opportunity to object to such changes within thirty (30) days of receipt of notice. Where Supplier engages a sub-processor, it shall impose data protection obligations equivalent to those set out in this Article on that sub-processor by way of a written contract. Supplier shall remain fully liable to Buyer for the performance of such sub-processor’s obligations. Supplier shall, upon request, provide Buyer with a current list of all sub-processors engaged in processing personal data on behalf of Buyer.

25.7 Data Subject Rights. Supplier shall, insofar as possible, assist Buyer by appropriate technical and organisational measures in fulfilling Buyer’s obligation to respond to requests by data subjects exercising their rights under Chapter III of the GDPR (including rights of access, rectification, erasure, restriction, portability and objection). Supplier shall forward any such request received directly from a data subject to Buyer without delay and, in any event, within five (5) business days of receipt, and shall not respond to such requests without Buyer’s prior written authorisation, except to acknowledge receipt.

25.8 Breach Notification. In the event of a personal data breach within the meaning of Article 4(12) GDPR, Supplier shall notify Buyer of such breach without undue delay and in any event within twenty-four (24) hours of becoming aware of it, in order to enable Buyer to meet its own notification obligation to the competent supervisory authority within the seventy-two (72) hour deadline set by Article 33 GDPR. Such notification shall include, to the extent information is available at the time of notification:

- (a) a description of the nature of the personal data breach, including, where possible, the categories and approximate number of data subjects concerned and the categories and approximate number of personal data records concerned;
- (b) the name and contact details of Supplier’s data protection officer or another contact point where more information can be obtained;
- (c) a description of the likely consequences of the personal data breach;
- (d) a description of the measures taken or proposed to be taken to address the personal data breach, including, where appropriate, measures to mitigate its possible adverse effects.

Where it is not possible to provide all information simultaneously, information may be provided in phases without undue further delay. Supplier shall cooperate fully with Buyer in managing and remediating the personal data breach.

25.9 Data Retention and Deletion. Supplier shall not retain personal data for longer than is strictly necessary for the performance of this Agreement and in accordance with Buyer’s

documented instructions. Upon termination or expiration of this Agreement, or upon Buyer’s earlier request, Supplier shall, at Buyer’s election, securely delete or return all personal data processed on behalf of Buyer, and shall securely delete all existing copies thereof, unless applicable law requires continued storage of the personal data, in which case Supplier shall inform Buyer accordingly and restrict further processing to the extent required.

25.10 International Data Transfers. Supplier shall not transfer personal data to any third country or international organisation outside the European Economic Area without Buyer’s prior written authorisation and unless an appropriate safeguard is in place in accordance with Chapter V GDPR (Articles 44 to 49), including, as the primary mechanism, the use of Standard Contractual Clauses adopted by the European Commission. Supplier shall inform Buyer prior to any such transfer and shall provide Buyer with all information necessary to assess the adequacy and lawfulness of the transfer, including any Transfer Impact Assessment required. Supplier shall promptly notify Buyer if it becomes aware of any circumstances that may affect the adequacy of the safeguards in place.

25.11 Assistance with Regulatory Obligations. Supplier shall provide Buyer with all reasonable assistance, taking into account the nature of processing and the information available to Supplier, in ensuring compliance with Buyer’s obligations under Articles 32 to 36 GDPR, including obligations relating to security of processing, notification of personal data breaches to supervisory authorities and data subjects, data protection impact assessments (“DPIAs”), and prior consultation with supervisory authorities.

25.12 Records of Processing Activities. Supplier shall maintain a record of all categories of processing activities carried out on behalf of Buyer, as required by Article 30(2) GDPR, and shall make such record available to Buyer and, where applicable, to the competent supervisory authority, upon request.

25.13 Audit Rights. Supplier shall make available to Buyer all information necessary to demonstrate compliance with the obligations set out in this Article and shall contribute to and facilitate audits, including inspections, conducted by Buyer or a third-party auditor mandated by Buyer, subject to reasonable prior notice and confidentiality obligations. The exercise of this right shall be without prejudice to Buyer’s general audit rights under Article 20 of this Agreement.

25.14 DPA Precedence. In the event of any conflict between the provisions of this Article 25 and any other provision of this Agreement, the provisions of this Article 25 shall prevail to the extent necessary to ensure compliance with applicable data protection laws.

25bis. DATA ACCESS, PORTABILITY AND CLOUD SWITCHING

25bis.1 Scope. This Article applies where the Goods supplied by Supplier are connected products (“IoT Products”) or where the Services include data processing or cloud services, in each case within the scope of Regulation (EU) 2023/2854 of the European Parliament and of the Council of 13 December 2023 on harmonised rules on fair access to and use of data (“Data Act”).

25bis.2 Access to Data Generated by Connected Products. In accordance with Article 4 of the Data Act, Supplier shall ensure that Buyer, as user of the IoT Products, has direct, free and real-time access to the data generated by the use of such products, where technically feasible, or, at minimum, access without undue delay. Such access shall be enabled by default and by design from the point of initial deployment of the IoT Products, without requiring Buyer to request such access on a case-by-case basis.

25bis.3 Format and Interoperability. Data made accessible pursuant to Article 25bis.2 shall be provided in a structured, commonly used, machine-readable and interoperable format, in accordance with Article 5 of the Data Act. Supplier shall take all reasonable steps to ensure interoperability with Buyer’s existing data processing systems and tools. Supplier shall not implement technical or contractual measures designed to prevent Buyer from accessing, using or sharing data generated by the IoT Products.

25bis.4 Cloud Switching and Portability. Where the Services include cloud or data processing services, Supplier shall facilitate switching to an alternative service provider and the effective portability of Buyer’s data, in accordance with Articles 23 to 25 of the Data Act. Supplier shall:

- (a) not impose technical, contractual, commercial or other obstacles that hinder Buyer’s ability to switch to an alternative provider or to retrieve and transfer its data;
- (b) ensure the complete export of all of Buyer’s data in a structured, commonly used and machine-readable format within a reasonable period and, in any event, within the maximum transition period applicable under the Data Act;
- (c) not charge Buyer any fees for cloud switching or data export that exceed the costs directly attributable to such switching or export, in accordance with the applicable fee caps under the Data Act;
- (d) provide reasonable technical assistance to Buyer to facilitate the transition to an alternative provider.

25bis.5 Prohibition on Unauthorised Data Use. Supplier shall not use data generated through Buyer’s use of the IoT Products or the Services for any purpose other than those set out in this

Agreement, including for Supplier's own commercial benefit, the improvement of Supplier's competing products or services, or the development of competing offerings, without Buyer's prior written consent, in accordance with Article 4(4) of the Data Act. This prohibition shall apply during the term of this Agreement and shall survive its termination or expiration.

25bis.6 Data Sharing with Third Parties. Where Buyer requests Supplier to make available to a third party data generated by the IoT Products in accordance with Article 5 of the Data Act, Supplier shall comply with such request within a reasonable timeframe and shall facilitate such data sharing on fair, reasonable and non-discriminatory terms. Supplier shall not unreasonably withhold or delay its cooperation with such requests.

26. PROGRESS PLAN - ECOVADIS ASSESSMENT

Supplier shall implement a progress plan which will be updated, from time to time, based on information from reports, activity reviews, and any audits carried out by Buyer in accordance with Section 20. Supplier shall have an EcoVadis assessment (the "Assessment") completed at its own cost and expense by the Order with subsequent monitoring by Buyer during the term of this Agreement. Should the Assessment score not be sufficient, Supplier shall upon Buyer's request, promptly communicate the appropriate measures or policies that it has or will reasonably implement to upgrade such a score.

27. ARTIFICIAL INTELLIGENCE

27.1 Scope. This Article applies to any artificial intelligence system ("AI System") within the meaning of Article 3(1) of Regulation (EU) 2024/1689 of the European Parliament and of the Council of 13 June 2024 on artificial intelligence ("AI Act") that Supplier uses, deploys, integrates or supplies in connection with the performance of this Agreement, including, without limitation, generative AI systems, decision-support systems, image or sensor data processing systems, predictive maintenance systems, and any AI system embedded in the Goods.

27.2 Prior Written Authorisation. Supplier shall not implement, use or supply, directly or indirectly, any AI System in connection with the performance of this Agreement without Buyer's prior written consent, which may be withheld or conditioned at Buyer's sole discretion. Any request for authorisation shall specify: (a) the nature, description and functionalities of the AI System; (b) the risk classification of the AI System under the AI Act (as further described in Article 27.3 below); (c) the technical and organisational safeguards implemented; (d) the data used for training and/or inference, including details of any personal data involved.

27.3 Risk Classification and Associated Obligations. Supplier shall classify any AI System it uses or supplies in connection with this Agreement in accordance with the risk levels set out in the AI Act and shall inform Buyer of such classification prior to use or delivery. In particular:

(a) Prohibited AI practices (Article 5 AI Act): Supplier warrants that no AI System used or supplied under this Agreement constitutes or involves a prohibited artificial intelligence practice within the meaning of Article 5 AI Act. Supplier shall promptly notify Buyer if it becomes aware that any AI System may be classified as a prohibited practice;

(b) High-risk AI Systems (Article 6 and Annex III AI Act — including, in particular, AI systems intended to be used as safety components in the management or operation of critical infrastructure in the water sector): Supplier shall ensure full compliance with all applicable requirements under Articles 9 to 15 AI Act, including: (i) a risk management system established and maintained throughout the lifecycle of the AI System (Article 9); (ii) appropriate data governance and management practices for training, validation and testing datasets (Article 10); (iii) technical documentation prepared and kept up to date in accordance with Article 11 and Annex IV; (iv) automatic logging of events throughout the lifecycle (Article 12); (v) transparency and provision of instructions for use enabling Buyer, as deployer, to understand and operate the system (Article 13); (vi) design and development enabling effective human oversight by Buyer (Article 14); (vii) appropriate levels of accuracy, robustness and cybersecurity throughout the lifecycle (Article 15). Supplier shall provide Buyer, upon request, with the full technical documentation and the EU Declaration of Conformity applicable to any high-risk AI System;

(c) General Purpose AI Models (Articles 51 et seq. AI Act): Supplier shall provide Buyer with a summary of its compliance policy and the transparency elements required under the AI Act, and shall ensure that any general purpose AI model used is developed and maintained in compliance with applicable obligations under the AI Act;

(d) Limited risk AI Systems (Article 50 AI Act): Supplier shall comply with applicable transparency obligations, including ensuring that individuals interacting with the AI System are informed that they are interacting with an AI System where such information is not otherwise apparent.

27.4 Provider and Deployer Obligations. Where Supplier acts as a provider of a high-risk AI System within the meaning of Article 16 AI Act, Supplier assumes all obligations incumbent upon providers under the AI Act. Where Buyer acts as a deployer of a high-risk AI

System supplied by Supplier within the meaning of Article 26 AI Act, Supplier shall provide Buyer with all information, technical documentation and assistance necessary to enable Buyer to fulfil its obligations as deployer, including in relation to human oversight, logging, and post-market monitoring. Supplier shall promptly notify Buyer of any change to the AI System that may affect Buyer's compliance obligations as deployer.

27.5 Data Quality and Bias. Supplier warrants that data used to train, validate or test any AI System used or supplied under this Agreement is relevant, representative, sufficiently complete and free from errors, in accordance with Article 10 AI Act. Supplier shall not train, fine-tune or update any AI System using personal data processed under this Agreement, or any confidential information belonging to Buyer, without Buyer's prior written consent. Supplier shall implement and maintain appropriate measures to detect, assess and mitigate algorithmic bias and inaccuracies, including systematic corrective actions in cases of identified bias or hallucination. Supplier shall notify Buyer of any material bias or accuracy issue identified in an AI System used or supplied under this Agreement without undue delay.

27.6 Automated Decision-Making. Where an AI System is capable of producing outputs that constitute or contribute to automated individual decision-making within the meaning of Article 22 GDPR, Supplier shall assist Buyer in implementing appropriate safeguards, including the ability to ensure meaningful human intervention and oversight by Buyer, and shall provide Buyer with all information required to fulfil its obligations under Article 22 GDPR.

27.7 Traceability and Audit. Supplier shall maintain logs and records of the use of AI Systems under this Agreement for the periods required under applicable law (including a minimum of six (6) months for high-risk AI Systems under Article 12 AI Act, or such longer period as may be required by sectoral legislation) and shall make such records available to Buyer upon request. Such records shall be retained in accordance with the Audit Materials retention obligations set out in Article 20 of this Agreement.

27.8 Intellectual Property in AI Outputs. Buyer retains all intellectual property rights in any outputs generated by AI Systems used in connection with this Agreement, in accordance with Article 13 of this Agreement.

27.9 Regulatory Compliance Documentation. Supplier shall provide Buyer with documentary evidence of its compliance with all applicable provisions of the AI Act and other applicable laws governing artificial intelligence upon Buyer's written request and, in any event, no later than thirty (30) days following such request.

28. TERMINATION

28.1. Termination for convenience. Buyer may, at any time by written notice, terminate this Agreement or any part hereof at its convenience. Upon receipt of such notice, Supplier shall, on the date and to the extent directed by Buyer, stop work under this Order and terminate any outstanding subcontracts to the extent they relate to the terminated Goods and/or Services. Upon such termination, Buyer and Supplier shall negotiate the termination costs, which shall only include Supplier's reasonable, direct and documented costs that have necessarily been incurred as a direct result of such termination, and Supplier's actual termination charges for unavoidable commitments specifically related to this Order. These termination costs shall be Buyer's sole liability and Supplier's sole remedy for the termination for convenience. In no event shall such termination charges include any costs or expenses with respect to goods which are Supplier's standard stock. Any Supplier claim for such costs shall include relevant documentation supporting such claim and shall be deemed waived unless asserted within seven (7) days from Supplier's receipt of Buyer's termination notice.

28.2 Termination for default. Buyer may, by written notice, terminate all or part of this Agreement, if Supplier (i) fails to deliver the Goods or Services in accordance with the delivery schedule or the quality requirements, (ii) fails to make progress which, in the judgment of Buyer, endangers performance of this Agreement, or (iii) fails to comply with any of the other provisions of this Agreement. Such termination shall become effective if Supplier does not cure such failure within thirty (30) days (or any other cure period the parties may otherwise mutually agree on) of receiving Buyer's written notice of default. Notwithstanding anything to the contrary, Buyer's termination shall become effective with immediate effect upon Supplier's receipt of Buyer's written notice of default for any Supplier's material breach under this Agreement, especially arising out or in connection with "Confidentiality", "Intellectual Property" "Anticorruption Compliance" and "Compliance with laws" provisions. This termination will be made without prejudice to Buyer's rights to damages, including but not limited to indemnification for any excess costs for securing the manufacture, delivery or performance by any third party of such Goods and/or Services and all other costs in excess of the Price, plus any damages arising from Supplier's default. Supplier shall continue performance of the related Order to the extent not terminated by Buyer.

28.3 Termination for insolvency. Without prejudice to mandatory applicable law, if: Supplier (a) dissolves or ceases to do business; (b)

fails to pay its debts as they come due; or (c) or any other entity institutes insolvency, receivership, liquidation, administration, bankruptcy or any other proceeding for settlement of Supplier's debts, Buyer may immediately terminate the Agreement without liability, except for the Goods and/or Services completed, delivered and accepted within a reasonable period after termination (which shall be paid for at the Price).

28.4. Remedies. Notwithstanding anything herein to the contrary, Buyer's remedies mentioned hereunder are in addition to and not in exclusion of any other remedies of Buyer for Supplier's default, whether expressed herein or otherwise provided by law. Buyer shall not be liable for Supplier's consequential, incidental or punitive damages, or any indirect losses or damages, for any breach of this Agreement. Buyer's remedies for Supplier's breach of the Terms of this Agreement shall include any remedy available to it under the law applicable to this Agreement, including, but not limited to, damages, costs and attorneys fees incurred by Buyer to enforce the Terms of this Agreement.

29. INDEMNIFICATION

Supplier shall defend, indemnify and hold harmless Buyer, its Affiliates, its customers and the users of the Goods or Services provided hereunder, from and against all claims, legal actions, settlements, liabilities, losses, damages, judgment, fines, penalties and expenses of any nature (including attorney fees and court costs) arising from, relating to, or as a consequence of, bodily injury, including death, to any person whomsoever or damage to any property whatsoever caused by any defect in the Goods or Services supplied hereunder, any breach of any of the Terms of this Agreement, any breach of any express or implied warranty with respect to the Goods or Services, or any acts or omissions of Supplier, its agents or employees in the performance of its obligations. In addition, Supplier shall indemnify, defend, release and hold Buyer and its Affiliates harmless from and against any claims arising out of employment or labor claims or proceedings initiated by Supplier's Personnel against or involving Buyer. Supplier further agrees to indemnify Buyer for any attorneys' fees or other cost Buyer incurs to enforce its rights hereunder.

30. GOVERNING LAW AND JURISDICTION

30.1 Governing law. Unless otherwise set forth in the Order, this Agreement shall be governed by and construed according to the laws of the country specified in Buyer's address, without giving effect to the conflict of law provisions of such country.

30.2 Dispute resolution. Unless otherwise set forth in the Order, and except for any injunctive relief, all disputes or proceedings arising directly or indirectly from this Agreement shall be exclusively submitted to the competent courts of the country specified in Buyer's address.

30.3 Specific jurisdictions. Notwithstanding Sections 30.1 and 30.2 and unless otherwise set forth in the Order: (a) When Buyer is located in the United States, this Agreement shall be governed by and interpreted in accordance with the laws of the State of New York, without regard to the principles of conflicts of laws. The parties further agree that any action, disputes or proceedings between the parties arising directly or indirectly from this Agreement shall be exclusively submitted to and heard in the competent courts of New York County, New York. The parties hereby further consent to the jurisdiction and venue of the Supreme Court of New York and the United States District Court of the Southern District of New York for the adjudication of any civil action asserted pursuant to this Agreement. (b) When Buyer is located in Oman, Qatar, Egypt, the United Arab Emirates, Bahrain, Algeria, Kuwait, South Africa, and the Kingdom of Saudi Arabia, this Agreement shall be governed by and construed in accordance with the laws of England and Wales, without giving effect to its conflict of law provisions. All disputes or proceedings arising directly or indirectly from this Agreement shall be exclusively submitted to the competent courts of England.

30.4 Waiver and legal remedies. The parties expressly waive the application of the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods (CISG) and any objection to the jurisdiction of these courts and agree not to plead or claim *forum non conveniens* or any similar doctrine. Notwithstanding the above, either party may seek interim injunctive relief in any court of competent jurisdiction where necessary to protect its rights pending resolution of the dispute. In the event of any litigation between the parties resulting from an alleged breach of this Agreement, the prevailing party, as determined by the competent court shall be entitled to recover from the non-prevailing party, all reasonable costs and expenses incurred in connection with such litigation, including, but not limited to, reasonable attorneys' fees, court costs and other legal expenses.

31. MISCELLANEOUS

31.1 Entire Agreement. This Agreement, together with any supplements that are made a part hereof, shall constitute the entire agreement between the parties hereto, and supersedes all prior agreements, negotiations, and understandings, whether written or oral.

31.2 Non-waiver. Failure of Buyer to insist upon strict performance of any of the Terms of this Agreement, failure or delay in exercising

any rights or remedies provided herein or by law or to properly notify Supplier in the event of breach, or acceptance of or payment for any Goods and/or Services hereunder, or approval of design, shall not release Supplier of any of its warranties or obligations of this Agreement and shall not be deemed a waiver of any right of Buyer to insist upon strict performance hereof or any of its rights or remedies as to any such Goods and/or Services, regardless when shipped, received or accepted, or as to any prior or subsequent default hereunder, nor shall any purported oral modification or rescission of this Agreement by Buyer operate as a waiver of any of the Terms hereof.

31.3 Severability. If any provision of this Agreement is held to be invalid, illegal, or unenforceable, the validity, legality, and enforceability of the remaining provisions shall not in any way be affected or impaired.

31.4 Notices. All notices required or permitted under this Agreement shall be in writing and shall be deemed effective upon personal delivery or upon deposit in the mail, by registered or certified mail.

31.5 Survival. Notwithstanding any expiration or termination of this Agreement, any provisions which by their nature are intended to survive, shall continue in full force and effect.

31.6 Independent contractors. This Agreement excludes any legal association, subordination, partnership, joint venture, or fiduciary relationship between the parties. Neither party has the right, power, or authority, to create any duty or obligation on behalf of the other party, to bind the other party to any agreement, or to represent itself as an agent of the other party. Each party remains solely responsible for its own acts, omissions, and obligations.

31.7 Advertising. Supplier shall not release any advertising copy mentioning Buyer or quoting the opinion of any of Buyer's employees unless prior written approval is received from Buyer.

31.8. Third Party Rights Exclusion. This Agreement does not confer any rights, under or in connection with it, on any person or third party, whether under the Contracts (Rights of Third Parties) Act 1999 or any local law or local case-law, and no term of this Agreement is enforceable by any such person or third party.

31.9 Amendments. Subject to these Terms, any amendments to the Agreement shall only be valid and effective upon a written instrument signed by both parties' authorised signatories.